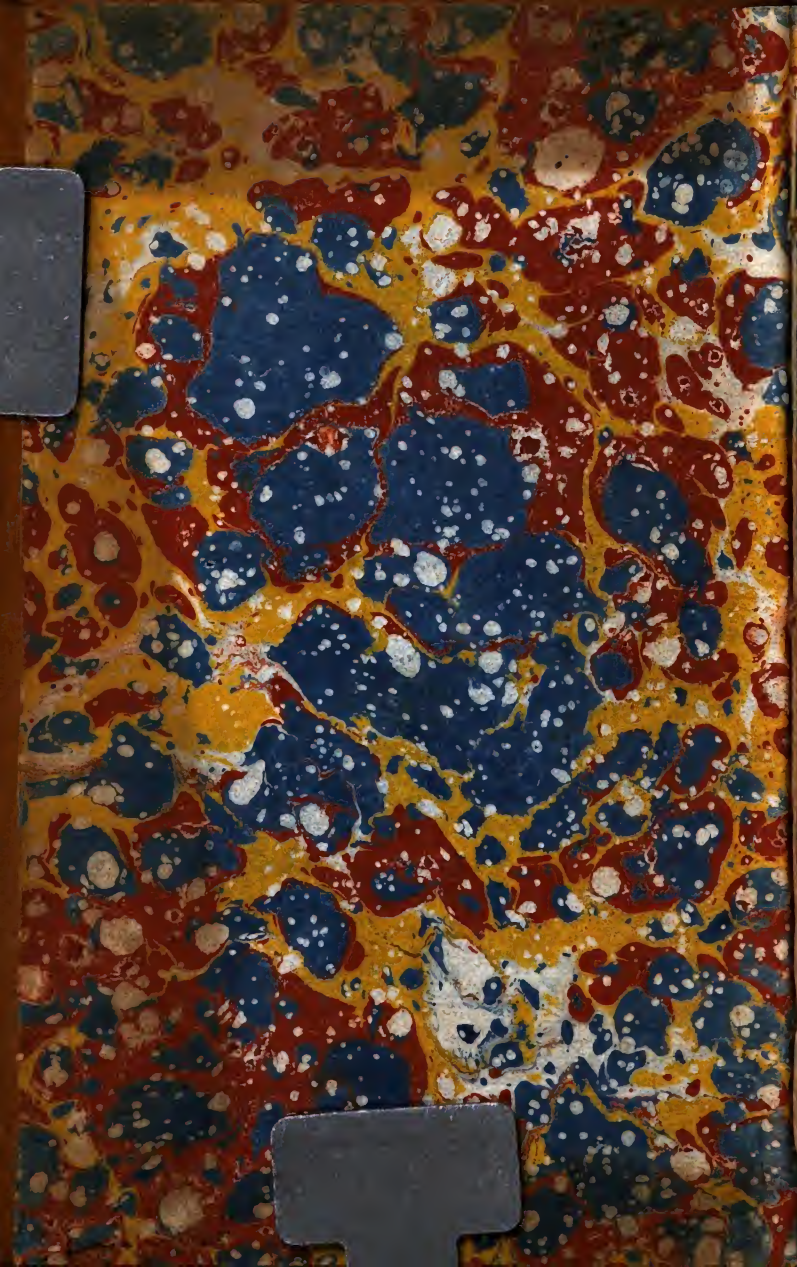
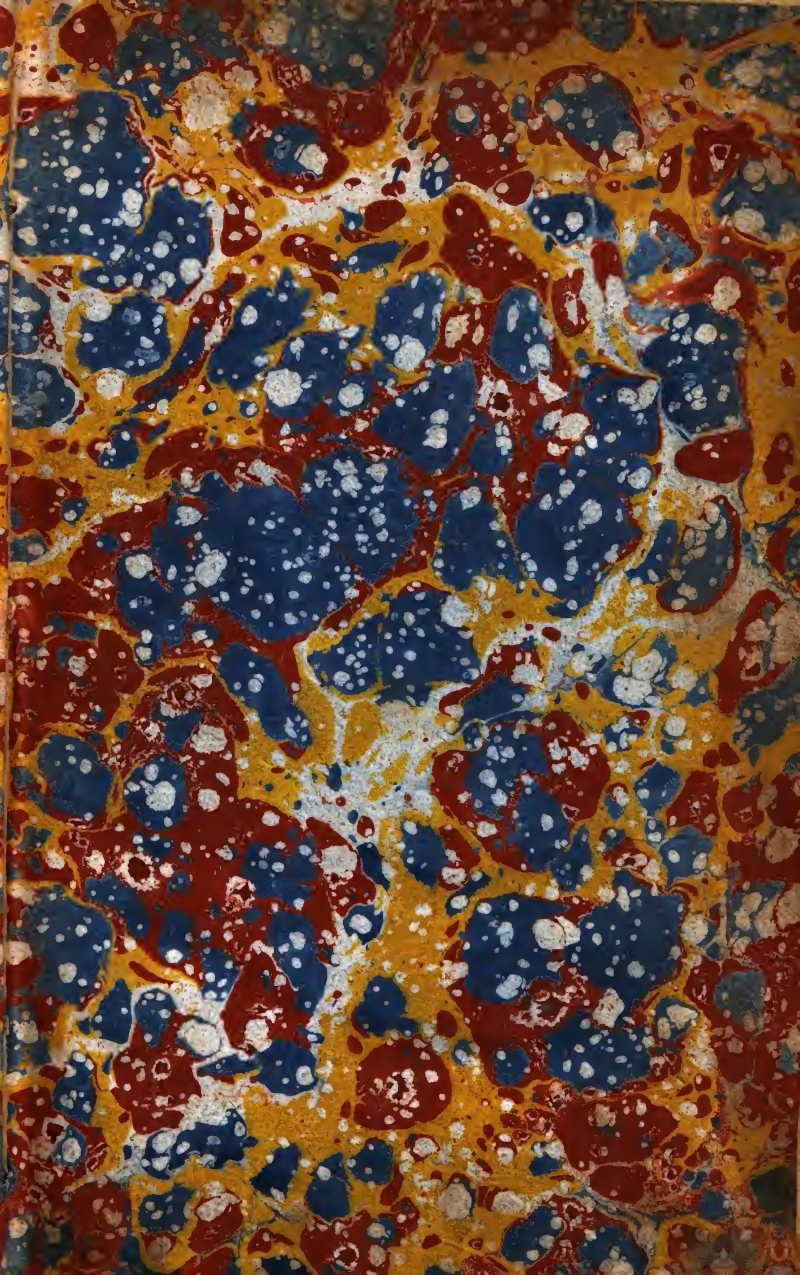
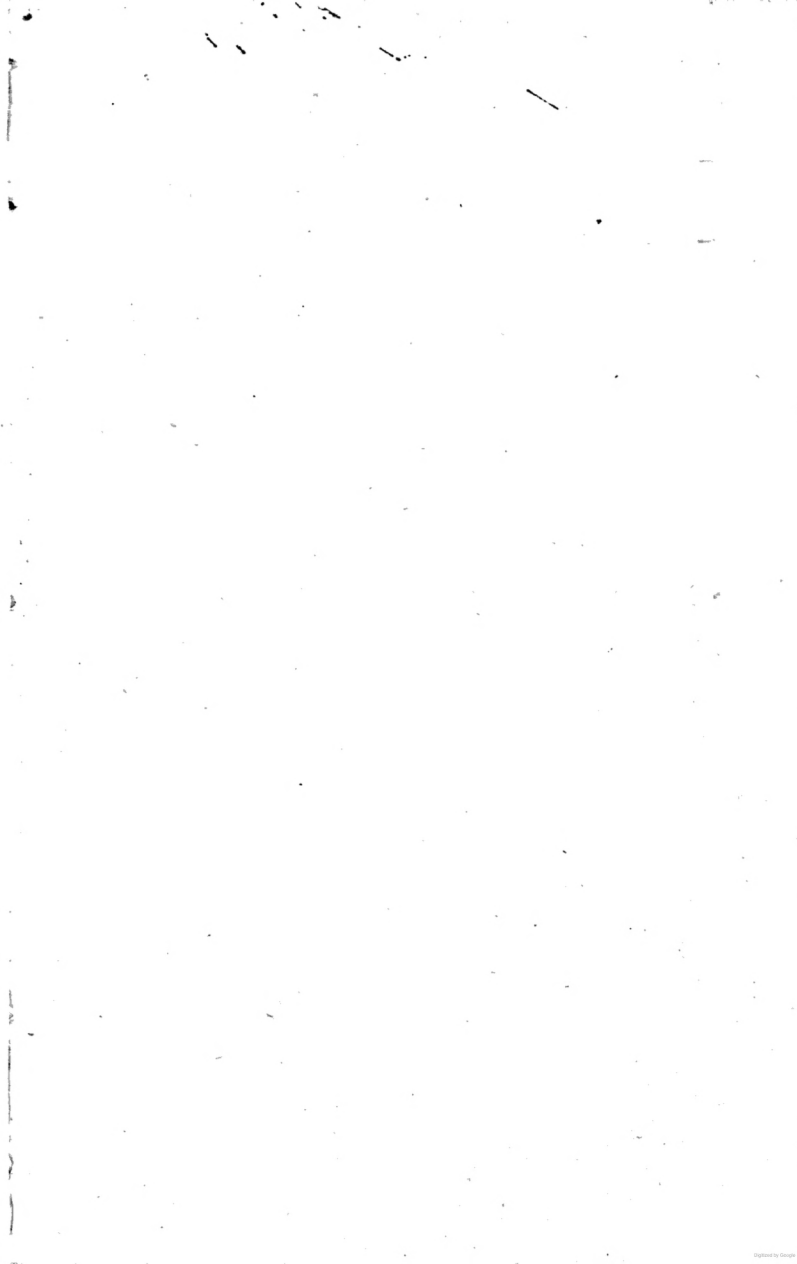






7.
16.
2, 2, 2.8.

Pg. 314.



V I E
D E
M. T U R G O T.

*Secta fuit servare modum , finemque tenere ,
Naturamque sequi , patriæque impendere vitam ;
Non sibi , sed toti genitum se credere mundo.*

LUCAN.

P A R T I E I I.



L O N D R E S.

M. DCC. LXXXVII,



THE UNITED STATES



WASHINGTON, D. C.



V I E

D E

M. T U R G O T.

L'ESPECE d'anarchie qui a régné en Europe depuis les conquêtes des Romains jusqu'au milieu du siècle dernier, avoit empêché d'établir cette forme de subvention qui maintient l'ordre dans un Etat , mais qui demande qu'il y soit déjà établi. Il est douteux que les anciens en aient eu l'idée ; & elle est même si récente chez les modernes , que lorsqu'on établit le dixieme dans la guerre de la succession , cet Impôt , le seul qui ne renfermât point une atteinte au droit de propriété , fut précisément le seul pour lequel Louis XIV eut quelque scrupule de blesser ce droit (*) : Aussi presque tou-

(*) Le Duc de St. Simon rapporte dans ses Mémoires, que Louis XIV consulta sur cet objet le Pere Le Tellier, qui lui présenta un avis signé par des Théologiens, où l'on établissoit , que le Roi avoit le droit non - seulement de lever un dixieme , mais de s'emparer de toutes

Partie II.

A

tes les nations de l'Europe gémissent sous le poids d'Impôts beaucoup plus onéreux par leur forme , que par leur valeur réelle.

Si quelque obstacle s'oppose à cette réforme , ce n'est pas l'excès de la valeur actuellement existante des contributions déjà payées réellement sur ce même produit net , & d'une manière plus onéreuse , puisqu'elles sont inégalement distribuées & augmentées de toute la dépense que coûte leur perception.

Mais on trouve un premier obstacle dans la nécessité qu'impose cette réforme d'acquérir , par la confection d'un Cadastre , une connoissance exacte de la valeur de toutes les propriétés. On sent aisément qu'un Impôt unique & territorial , réparti au hasard , pourroit être plus onéreux que des Impôts indirects , qui du moins produisent une espèce de compensation ; & que tout l'avantage qu'il auroit alors , seroit l'impossibilité de le maintenir. Le second obstacle vient de la difficulté même de la réforme. En effet , chaque Impôt indirect n'est pas payé par la masse entière des propriétés. Quelques-uns

les propriétés de ses sujets. Le Duc de St. Simon tenoit ce fait de Maréchal , premier Chirurgien , à qui le Roi l'avoit conté.

affectent seulement certaines classes d'hommes , ou certaine nature de biens : d'autres ne pèsent que sur un seul canton ; & il en résulte la nécessité d'établir d'abord par le calcul ce que chaque propriété payoit réellement de l'Impôt qu'on veut supprimer , y ajouter cette valeur , & distribuer ensuite l'Impôt territorial qu'on veut substituer à l'ancien , proportionnellement à cette nouvelle valeur du produit net. Cette opération même seroit injuste si on ne détruit qu'un Impôt indirect & qu'on en laisse subsister beaucoup d'autres ; il seroit possible en effet , que parmi ceux qui resteroient il y en eût qui n'affectassent en aucune manière les propriétés sur lesquelles portoit l'Impôt supprimé ; & dans ce cas la règle précédente introduiroit une injustice en faveur de ces propriétés qu'on auroit soulagées aux dépens des autres. Il n'y a que deux moyens de remédier à ce mal : le premier , de faire le calcul dont nous venons de donner l'idée , pour tous les Impôts indirects , comme si on vouloit les supprimer à la fois ; de voir par-là quel est le produit net réel de chaque terre , ce que chacune paie d'impositions en général , ce qu'elle en paieroit après la destruction de l'Impôt qu'on veut réformer , & de distribuer ensuite l'Impôt qu'on lui substitue,

de maniere à rétablir le plus d'égalité qu'il est possible. La seconde méthode consiste à laisser subsister d'abord toute la disproportion déjà existante; ce qui n'est pas du moins une injustice nouvelle. On chargeroit précisément chaque propriété d'une quantité d'Impôt proportionnelle à ce qu'elle payoit déjà, sans lui faire éprouver d'autre avantage que l'exemption des frais de perception. Le temps, en éclairant ensuite sur les erreurs de cette opération, rétablirait peu à peu une justice plus lente à la vérité, mais qui auroit presque toujours commencé par être une moindre injustice (*).

(*) Le Tableau analytique de cette opération peut servir à la faire mieux entendre. Nous l'insérerons ici avec d'autant moins de scrupule, qu'il n'exige, pour être suivi, que des connoissances élémentaires.

1°. Nous exprimerons par $a', a'', a''' \dots a''''^n$ les valeurs du produit net actuel d'une quantité prise pour l'unité des terres de différentes natures.

2°. Nous désignerons par $b', b'', b''' \dots b''''^n$ les valeurs de l'Impôt direct territorial mis sur les terres $a', a'', a''' \dots a''''^n$.

3°. Nous appellerons I la masse totale de l'Impôt à répartir, c'est-à-dire, la somme de l'Impôt indirect plus celle de l'Impôt direct désigné par $b', b'', b''' \dots b''''^n$.

La première méthode exige beaucoup plus de lumières de la part du Ministre qui voudroit la

4°. Nous appellerons I' la partie de l'Impôt qui est payée par les Propriétés $a', a'', a''', \&c.$, & I'' la partie du même Impôt qui est payée par ces mêmes propriétés dans ce sens seulement, que si cette partie n'existoit pas, la valeur de ces propriétés seroit augmentée. Enfin nous appellerons $i', i'', i''' \dots i''^n$ les portions de cette partie de l'Impôt correspondantes à chaque $a', a'', a''' \dots a''^n$. On a donc $I = I' + I''$.

5°. Nous désignerons par cette expression $\int a$ la somme de toutes les valeurs a prises chacune autant de fois qu'il existe de terres de cette nature assujetties à l'Impôt direct b , à l'Impôt indirect i ; & en général, toutes les sommes prises de la même manière seront exprimées par un caractère semblable.

Cela posé, nous considérons successivement les trois méthodes de changer l'Impôt indirect en Impôt direct, que nous avons exposées dans le texte.

PREMIERE HYPOTHESE. On suppose ici que l'Impôt indirect est converti en totalité en Impôt direct par une seule opération. Dans ce cas, supposons tout Impôt supprimé: la Propriété a' devient $a' + b' + i'$, & il en est de même de toutes les autres; donc, l'Impôt total étant I , & $\int a + b + i$ la valeur totale des Propriétés, $\frac{I}{\int a + b + i} \times (a' + b' + i')$ fera ce que la Propriété a' doit payer. Si la Propriété a' est affer-

suivre ; & peut-être n'a-t-il existé qu'un seul homme capable de la bien employer : mais elle

mée , il est clair que la partie i' est précisément ce que le Fermier donneroit de plus s'il n'y avoit pas eu d'Impôt indirect. Celui-ci étant donc supprimé , le Fermier doit payer i' ; ainsi la part d'Impôt que le Propriétaire

de a' doit payer sera $\frac{I}{fa + b + i} (a' + b' + i')$

— i' ; celle qu'il doit payer de plus sera

$\frac{I}{fa + b + i} (a' + b' + i') - b' - i'$; & celle

que le Fermier doit payer sera i' .

Dans le cas où il y a des Métayers , la partie i' doit se partager entre le Propriétaire & le Métayer , & il faudra évaluer suivant quelle proportion cette charge doit être répartie entre eux. Dans ce cas , & dans tous ceux où le partage doit avoir lieu , on fera $i' = f' + g'$, f' représentant ce dont la quantité a' feroit augmentée pour le Propriétaire par la suppression de l'Impôt indirect , & g' ce que le Fermier auroit donné de cette même Propriété si cet Impôt n'eût pas existé ; &

alors le Propriétaire devra payer $\frac{I}{fa + b + i} (a' + b' + i') - g'$, & le Fermier g' .

On voit qu'ici l'état du Fermier n'est pas changé , puisque la suppression de l'Impôt indirect lui fait gagner une quantité i' ou g' , & que l'Impôt direct lui fait payer une somme égale i' ou g' .

est plus juste en elle-même, & les erreurs qu'on commettrait seroient beaucoup moins considéra-

La masse des Propriétaires paie aussi des quantités égales, ou, ce qui revient au même, il lui reste une valeur égale. En effet, il lui restoit $\overline{fa + b} - 1'$, & il lui reste $\overline{fa + b + i} - \frac{1}{\overline{fa + b + i}} \times \overline{fa + b + i} = \overline{fa + b + i} - 1$, & à cause de $\overline{fi} = 1''$, & de $1 = 1' + 1''$, on a $\overline{fa + b + i} - 1 = \overline{fa + b} - 1'$. L'état de chaque Propriétaire peut être changé, mais seulement dans le cas où ce qu'il payoit auparavant n'auroit pas été proportionnel au produit net; ainsi ce changement est conforme à la justice.

On fait un tort réel au Fermier si durant le temps d'un Bail on leve un Impôt indirect, dont une partie est alors réellement payée par lui. De même on lui feroit un tort réel si on fixoit trop haut les quantités i' , i'' , &c. ou g' , g'' , &c. Il faudra donc s'assurer que i' ou g' ne sera pas fixé trop haut : dès-lors on s'expose nécessairement à exiger du Propriétaire, pendant le temps du Bail, plus qu'il ne doit payer; & c'est une première raison de ne pas faire le changement par une seule opération. Il faut observer de plus, que tous les profits du Commerce, le prix des Salaires, l'intérêt de l'Argent, ne baissant point aussi-tôt après la suppression de l'Impôt indirect : autant qu'ils doivent naturellement baisser, le Propriétaire & le Fermier ne peuvent gagner dans les premières années tout ce qu'ils doivent gagner :

Bles que celles qui sont inévitables dans la seconde, dont l'application d'ailleurs devient très-

nouvelle raison de fixer très-bas la valeur de i' ou de g' , & par conséquent de faire l'opération partiellement, pour que le Propriétaire n'éprouve dans le premier moment qu'une perte insensible.

SECONDE HYPOTHESE. On suppose que l'on transforme en Impôt direct une partie seulement de l'Impôt indirect I, & qu'on distribue cette partie proportionnellement au produit net sur les Propriétés qui payoient déjà cet Impôt (c'est la 2^e méthode du texte). Appellant X' la partie de l'Impôt à transformer payée par les Propriétaires; k' , k'' , &c. les parties de X' payées par les Propriétés a' , a'' , &c.; X'' la partie du même Impôt qui n'est payée par le Produit net que parce qu'elle diminue ce Produit d'une quantité égale; h' , h'' , &c. parties de X'' correspondantes aux a' , a'' , &c.; & l' , l'' , &c. la partie de h' , h'' , &c. qui peut être à la charge du Propriétaire; m' , m'' , &c. celle qui doit être à la charge du Fermier; nous aurons les Produits nets a' , a'' , &c. exprimés par $a' + h'$, $a'' + h''$, &c.; ainsi la Propriété

a' devra payer $\frac{X}{\int a + h} (a' + h') - m'$, & le Fermier devra payer m' . Cela posé, il est clair que la valeur

de a' seroit réduite à $a' + h' - \frac{X}{\int a + h} (a' + h')$

si elle ne payoit pas d'autre Impôt indirect: mais elle en paie un égal à $I' - \int b - X'$; & comme on le peut supposer proportionnel au Produit net, & qu'on

difficile , si une certaine partie d'un Impôt affecte une masse de propriétés qui ne soient dis-

ne peut faire même d'autre supposition , les différences dans cette proportion étant arbitraires , & dépendantes de la manière dont le Revenu est employé , on aura pour la valeur de a' , $(a' + h' - \frac{X}{fa+h} (a' + h'))$
 $\frac{I' - fb - X}{fa+h - X}$: quantité qui, comme on voit , n'est pas nécessairement égale à $(a' + b' + i') \left(1 - \frac{I}{fa+b+i}\right)$, qu'elle devroit être , ni à $a' \times \frac{I' - fb}{fa}$, qu'elle est avant le changement. Il peut même arriver que cette nouvelle valeur s'éloigne plus que $a' \times \frac{I' - fb}{fa}$ de la vraie valeur , & qu'ainsi cette opération ait pour un moment augmenté la disproportion au lieu de la diminuer. Cependant il vaudroit mieux encore suivre cette méthode, qui entraîne un mal passager, que de laisser subsister l'Impôt indirect.

TROISIEME HYPOTHESE. Nous conserverons ici les mêmes dénominations que dans la seconde hypothèse, & nous supposons seulement que les Propriétaires de a_1 , a'' , &c. paient un Impôt x' , x'' , &c. , qui doit être destiné à remplacer l'Impôt $X' + \overline{fL}$, dont ils sont soulagés (c'est la première méthode du texte). On a par conséquent $\overline{f}x = X' + \overline{fL}$. Cela posé , le Pro-

tinguées ni par leur position géographique, ni par la nature du terrain, ni par quelque autre qua-

priétaire de a' payant x' , & gagnant l' , & étant de plus assujéti à l'Impôt $l' - X' - \int b$, se trouvera

n'avoir plus que $(a' + l' - x') \left(1 - \frac{l' - X' - \int b}{\int a - X'} \right)$

en mettant $-X'$ au lieu de $\int l - \int x$. Nous éga-

lerons cette valeur à $(a' + b' + i') \left(1 - \frac{1}{\int a + b + i} \right)$,

d'où nous tirerons $x' = a' + l' - (a' + b' + i')$

$$1 - \frac{1}{\int a + b + i} \cdot \frac{1}{1 - X' - \int b}, \text{ \& de même pour tous les autres } x.$$

$$1 - \frac{1}{\int a - X'}$$

Il se présente d'abord ici trois cas différens. 1°. Tous les x peuvent être positifs; & dans ce cas cette opération suffira pour rétablir la proportion. 2°. Ils peuvent être en partie positifs & en partie négatifs; mais on pourra, en diminuant pour chaque x négatif d'une quantité égale la valeur b de l'Impôt direct déjà levé sur chaque a , rétablir la proportion. 3°. Ils peuvent être en partie positifs & en partie négatifs, & soit que les valeurs de b ne fussent pas, soit que par d'autres motifs on ne veuille pas les changer, il faudra distribuer la somme à payer entre les autres; mais alors, la somme des x positifs étant plus grande que $\int l + X'$,

lité inhérente à la Propriété même ; tels sont les Droits d'entrées & les Impôts particuliers mis sur une classe de citoyens.

il faudra diminuer chaque x dans la proportion de ces deux sommes.

Il est aisé de voir comment , en substituant de nouvelles valeurs , on pourra répéter la même opération pour toutes les conversions successives d'Impôts indirects en Impôts directs.

Ces formules auroient encore un autre usage. Supposons en effet que l'on veuille commencer l'opération, & que l'on ait déterminé les quantités qui doivent entrer dans les formules précédentes ; on n'en connoitra que des valeurs approchées , mais l'on pourra connoître les limites des erreurs de cette détermination. Cela posé, on aura celle de l'erreur qui peut se trouver dans la valeur de chaque x . On verra donc si cette erreur est assez considérable pour faire un tort sensible ; & cette connoissance servira de guide pour trouver le moyen de partager l'opération totale en plus ou moins d'opérations partielles , de manière que ce tort soit insensible pour chacune.

Nous avons supposé jusqu'ici que la totalité de l'Impôt direct devoit être répartie sur les Propriétés ; mais il y a quelques restrictions dont nous avons parlé ci-dessus. 1°. Soit une Rente perpétuelle due par l'Etat : il est clair qu'en détruisant l'Impôt indirect vous déchargez cette Rente d'une partie proportionnelle à cet Impôt. Il faudra donc comparer la somme de ces Rentes à celle des Propriétés , voir quelle partie de l'Impôt

Le produit net auquel l'Impôt doit être proportionné, est formé, comme on vient de le

doit être payée par les Rentes, l'imposer sur elles proportionnellement, & n'avoir égard dans le calcul qu'à la partie qui reste, comme devant être payée par les Propriétés. Il doit en être de même des Pensions, ou Appointemens fixes, qui doivent être traités de la même manière. 2°. Quant aux Droits & Privilèges qui se levent réellement sur les Propriétés, on regardera chacun de ces Droits comme faisant partie de ces Propriétés; on retranchera la valeur de ces Droits de celle des Propriétés pour avoir la vraie valeur de celles-ci; & les Droits seront soumis à l'Impôt précisément comme les Propriétés différentes dont ils représentent certaines parties. 3°. S'il existe des Rentes non-remboursables sur les Particuliers, & dont la somme totale soit inconnue, l'évaluation devient plus arbitraire. Cependant on s'écartera peu de la vérité en autorisant à retrancher

de chacune une somme proportionnelle à $\frac{X'}{fa + b + i}$

ou $\frac{1' - fb}{fa + b + i}$. La même chose auroit lieu si on ju-

geoit conforme à la justice d'affujettir à cette même retenue les Rentes remboursables à la volonté du Débiteur pendant un certain espace de temps.

Ce Tableau analytique nous paroît propre à détruire les objections fondées sur la prétendue impossibilité de cette conversion. Les autres ont été détruites dans un grand nombre de bons ouvrages.

dire, en ajoutant au produit actuel tout ce que ces Impôts indirects en ont retranché : & il en résulte une nouvelle difficulté. Une partie des Impôts indirects a été comptée dans les frais de culture : si les biens ont été affermés, la part du Propriétaire a été diminuée ; ainsi cette partie du produit net , abandonnée au Fermier, doit faire partie du nouvel Impôt ; le Fermier devra donc payer une part de cet Impôt égale à la valeur du produit net dont la suppression de l'Impôt indirect lui laisse la jouissance ; & cette part doit être levée sur lui en diminution de celle que paieroit le Propriétaire.

La baisse des salaires, des profits de commerce, de l'intérêt de l'argent, est une suite de l'établissement de l'Impôt territorial. Mais les appointemens, les pensions, les droits déterminés par la loi pour certaines fonctions, doivent être regardés comme des salaires fixes, qui par conséquent doivent éprouver la même baisse, ou, ce qui revient au même, il faut les diminuer de toute la partie de l'Impôt dont la suppression d'un Impôt indirect les a foulagés.

Par une suite du même principe, les rentes non-remboursables dûes par l'État, doivent être assujetties à la même diminution (*).

(*) Si les Rentes non-remboursables dûes par les

Cet exposé , quoiqu'incomplet , suffit pour faire voir que la transformation de tous les impôts indirect en un seul impôt direct n'est pas impossible à faire par une seule opération , mais qu'en même temps la prudence exige qu'elle soit faite par degrés.

En effet il est aisé de sentir que la baisse des salaires , des produits du commerce , de l'intérêt de l'argent , nécessaire pour dédommager les propriétaires de la nouvelle partie de l'impôt dont ils seroient chargés , ne peut se faire assez promptement pour qu'ils n'éprouvassent pas une vexation très-sensible , quoique passagère , si le changement se faisoit à la fois.

Quelque sagacité qu'on suppose à un Ministre , quelque précision qu'on puisse apporter dans les détails d'une telle opération , il est impossible qu'il ne s'y glisse des erreurs. Si on fait l'opéra-

Particuliers , sont affectées sur des terres , elles forment une partie du produit net. Les Rentes remboursables à termes fixes doivent être assujetties à l'Impôt si le Créancier refuse le remboursement. Les Rentes remboursables à volonté doivent rester exemptes : cependant , comme la baisse des intérêts seroit plus lente que l'opération sur l'Impôt , l'on pourroit assujettir à une Retenue , pour quelques années seulement , celles des Rentes qui ne doivent pas être soumises à l'Impôt.

tion entière d'une seule fois, ces erreurs peuvent s'accumuler & produire pour un grand nombre de citoyens une surcharge vraiment onéreuse. Cet inconvénient n'est plus à craindre en la divisant par parties ; & d'ailleurs , si dans ce cas on avoit à en redouter des erreurs considérables , on y remédieroit par le sacrifice momentané d'une partie de la valeur de l'Impôt ; sacrifice qui deviendrait impossible si on opéroit à la fois sur la totalité des impositions. Si cette conversion successive de tous les Impôts en un Impôt territorial a des difficultés , elle est aussi la seule réforme qui puisse produire un bien durable. A l'exception de quelques vexations , de quelques abus de détail , qu'on peut détruire , l'idée de changer la forme des Impôts indirects , d'y porter l'uniformité ou des formes plus simples , ne peut se présenter qu'à des hommes peu instruits. Ils ne sentent pas que cette simplicité qui les a séduits sera bientôt altérée par une foule de petits obstacles imprévus , qui naîtront de la nature de ces impositions , ou que l'esprit fiscal aura l'art de produire. Ils ne sentent pas que la Culture , l'Industrie , le Commerce de chaque Province , se font combinés d'après la nature des contributions qui s'y paient , en sorte que l'augmentation d'un Impôt indirect nécessaire

pour établir l'uniformité entre deux Provinces voisines, peut ruiner celle qui le supporteroit, sans qu'une diminution égale d'un autre tribut pût y rétablir l'équilibre.

Il faut sans doute qu'un Administrateur formé seul le plan de cette réforme, & qu'il dirige tous les détails d'après le même esprit, suivant les mêmes vues, par une même méthode. Mais la confection d'un Cadastre, la répartition de l'Impôt entre les Provinces, entre les Elections, entre les Communautés, & enfin entre les Particuliers, exige des travaux de détail qui ne peuvent être bien exécutés que sous les yeux des Assemblées municipales, où chaque particulier, chaque Communauté, chaque Election, a intérêt qu'on soit juste envers les autres, & qui peuvent donner à toutes leurs opérations une publicité sans laquelle il n'y a point de bien à espérer. D'ailleurs cette révolution dans la forme de l'Impôt en produiroit une plus ou moins lente dans la Culture, dans l'Industrie, dans le Commerce; & par une suite de cette révolution dont les effets ne peuvent être prévus avec précision, la proportion du Produit net des différentes terres seroit altérée au point d'exiger des changemens successifs dans la répartition. Ainsi, en supposant même que, par une sorte de prodige,

un Ministre & ses agens fussent parvenus à exécuter une première opération, il faudroit, pour compléter l'ouvrage, que le même miracle pût se reproduire une seconde fois.

C'étoit donc à la confection du Cadastre, & à la répartition des Impositions nécessaires pour remplacer celles qui auroient été successivement détruites, que M. Turgot eût d'abord employé les nouvelles Assemblées.

Les deux premières ordres eussent suffi. Le Gouvernement auroit fait aisément la répartition soit entre les Elections, soit entre les Provinces, du moment où celle des Paroisses & des Elections auroit été exécutée avec un peu d'exactitude, & d'après le plan uniforme qui leur auroit été donné par le Législateur : car tout devoit partir de la même autorité, tout devoit être dirigé par le même esprit & réglé par les mêmes principes (*). Dans les pays d'Etats, les Assemblées telles qu'elles sont constituées, eussent exécuté les mêmes opérations avec une exactitude suffisante. La comptabilité eût été portée en même temps au

(*) Voyez sur la confection des Cadastres les Procès-verbaux de l'Assemblée provinciale de la Haute-Guienne, & les Mémoires de l'Académie des Sciences, année 1782.

plus grand degré de simplicité ; une correspondance directe entre le Trésor royal & les Trésoriers particuliers de chaque Election chargés à la fois de recevoir les Impôts & de distribuer les fonds destinés aux dépenses locales , eût tenu lieu des opérations compliquées qu'exécute avec si peu d'ordre & tant de dépenses l'Armée des Agens du Fisc.

Ces mêmes Assemblées auroient eu le soin des Travaux publics ; chacune dans son territoire en auroit fait l'adjudication & réparti le paiement. Les Travaux dont l'utilité eût regardé tout une Province , ou l'Etat entier , auroient été réglés par le Gouvernement , & répartis par lui , soit sur la Province , soit sur le Royaume , mais toujours adjugés , dirigés dans chaque canton par l'Assemblée d'Election , qui auroient eu toujours assez d'intérêt de prévenir les abus , & assez de connoissance & de pouvoir pour les empêcher de s'introduire.

Les établissemens pour l'Education , les Maisons de Charité, les secours à donner aux Pauvres , auroient été administrés par ces Assemblées d'après un plan général donné par le Gouvernement : plan déjà préparé par M. Turgot , & qui , comme tous les autres , eût porté l'empreinte de son génie. Ainsi les établissemens de

Charité n'auroient plus avili ou corrompu l'espèce humaine & englouti les générations futures. On eût soutenu les familles & secouru le malheur, sans encourager l'oïveté & le libertinage : & pour la première fois l'Education publique eût formé des hommes, instruits de ce qu'il importe à chacun de savoir dans la place qu'il doit occuper, & conduits à la vertu par une raison qui, grâce à l'habitude prise dès l'enfance de n'adopter que des vérités, auroit été préservée du joug des préjugés & des pièges de l'erreur.

Chaque Election eût été chargée de fournir au Roi les Recrues volontaires destinées à remplacer les Milices.

M. Turgot comptoit employer encore les mêmes Corps pour détruire graduellement les Droits féodaux. Ces Droits ne pouvoient être selon lui de véritables propriétés. Les uns, comme les Dixmes féodales, les Champarts, les Cens, pouvoient représenter la Propriété, ou bien être une partie du prix pour lequel elle a été aliénée. D'autres, en plus grand nombre, étoient de véritables Impôts, dont le Souverain avoit par son consentement légitimé l'usurpation. Quelques autres, comme la Chaîle, la Pêche, les Banalités, le Droit de vent, étoient de véritables Privilèges exclusifs.

Enfin il y en avoit qui , comme le Droit de Justice , & quelques-uns de ceux auxquels les Main-mortables font affujettis , étoient ou une usurpation du Droit de Souveraineté , ou une violation du Droit naturel.

M. Turgot croyoit que les Droits qui représentent la Propriété devoient être sacrés comme elle ; qu'on devoit , sans se livrer à des recherches sur l'origine de ces Droits , regarder comme vraiment représentatifs de la Propriété tous ceux qui en avoient l'apparence : mais il jugeoit en même temps que toute Convention , tout Acte qui donne à la Propriété une forme éternelle , renferme la condition implicite que le Souverain pourra rétablir le Droit commun aussitôt qu'il le jugera utile ; parce qu'aucun Propriétaire ne peut étendre à l'éternité le droit qu'il a sur son Bien , & que ce droit s'éteignant avec lui par la nature , toutes les conditions qui ne s'exécutent qu'au-delà de ce terme reçoivent leur sanction non du Droit naturel , mais du Droit civil.

Les Droits représentatifs de Propriété doivent donc être remboursables au taux moyen des Propriétés de la même nature.

Ceux qui représentent des Impôts , ou qui sont des Privilèges exclusifs , especes d'Impôts presque toujours très-onéreux , ne peuvent don-

ner de droit qu'à un dédommagement réglé sur le taux moyen de l'intérêt. Ils ne font pas une Propriété, mais un engagement pris par l'Etat; engagement qui par sa nature ne peut être perpétuel. On retrouve ici l'application des principes exposés par M. Turgot dans l'Article *Fondation*; & son opération sur les Messageries, sur les Droits de Hallage, ou de Marché, nous en a fourni un autre exemple. Mais il y a une différence entre ces Droits & ceux qui représentent la Propriété. Le Souverain, pour ceux-là, a le droit de forcer au remboursement, comme une conséquence de celui de changer la forme de l'Impôt. Mais il n'a pas le même pouvoir pour les Droits qui représentent la Propriété; & le remboursement n'en peut être que volontaire de la part de celui qui y est assujetti. La troisième espèce de Droit doit être détruite sans qu'il en soit dû aucun dédommagement, parce que les usurpations de l'Autorité Souveraine ne peuvent être légitimées par la possession, & qu'on fait grace à ceux qui jouissent d'un Droit contraire au Droit Naturel, en ne les condamnant pas à une restitution, & en les excusant sur une ignorance que le préjugé général peut rendre réellement excusable.

C'étoit au Législateur à poser les principes &

les regles d'après lesquels ces opérations pouvoient être dirigées , à classer les différens Droits ; mais l'exécution de ces remboursemens, les arrangemens particuliers, ne pouvoient être faits avec justice & sans acception de personne que par des Assemblées Municipales.

Ces Assemblées auroient été encore employées à la liquidation des dettes de l'Etat. D'abord chacune d'elles auroit été chargées des Emprunts & des Rembursemens nécessaires pour l'extinction de Dettes particulieres aux Villes, aux Provinces ; pour celle d'un grand nombre de Charges ou inutiles ou qui devoient n'être pas vénales. Ces sommes n'entrent pas dans le calcul ordinaire des Dettes de l'Etat, parce que l'Impôt qui les paie n'entre pas dans le Trésor royal : mais aux yeux d'un Administrateur éclairé elles en font partie, comme ce qu'elles coûtent, sous quelque forme qu'il soit payé, est une portion du véritable Impôt.

Mais indépendamment du remboursement successif de la Dette générale que M. Turgot espéroit devoir être le fruit de l'économie, de la diminution des intérêts, de la baisse du taux de l'argent qui auroit été accélérée par la réforme de l'Impôt, il envisageoit de plus grandes ressources. Les Domaines territoriaux du Roi auroient

été régis par les nouvelles Assemblées ; l'augmentation du produit auroit été employée par elles à l'extinction des Dettes ; & elles auroient été chargées ensuite de les aliéner successivement & par petites parties dans des ventes publiques , lorsque des ouvrages assez faciles pour être lûs , assez savans pour convaincre , auroient fait sentir le peu de fondement du principe que le Domaine de la Couronne est inaliénable , l'absurdité d'appliquer ce principe au Domaine d'un Roi qui jouit du droit d'établir des Impôts , & l'utilité que le Peuple retireroit de cette aliénation ; lorsque ces vérités si simples , mais encore si peu répandues , seroient devenues l'opinion commune & générale ; & lorsqu'en même temps la confiance que les nouvelles Assemblées commenceroient à inspirer , auroit permis de se flatter de porter à son véritable prix la vente de ces biens , & celle du droit de rentrer dans les Domaines engagés.

Le Clergé jouit à peu près d'un cinquième des biens du Royaume ; & ces biens doivent être regardés comme une portion du Domaine de l'Etat employée au maintien du Culte public & à l'Instruction des peuples.

Mais puisque le Culte est nécessairement le résultat des opinions religieuses sur lesquelles

chaque homme ne peut avoir de Juge légitime que sa propre conscience , il paroît que les dépenses du Culte doivent être faites volontairement par ceux qui croient les opinions sur lesquelles le Culte est fondé , & qu'il y a une espèce d'injustice à asséoir cette dépense sur des fonds auxquels tous les Citoyens semblent avoir un droit égal.

L'Instruction morale du peuple devrait être absolument séparée & des opinions religieuses & des cérémonies du Culte. La Morale de toutes les nations a été la même ; & presque partout elle n'a été corrompue que par son mélange avec la Religion : On ébranle la certitude des principes de la Morale en les liant avec des opinions qui par-tout sont ouvertement combattues , ou rejetées en secret par un grand nombre d'hommes , & sur-tout par ceux qui ont le plus d'influence sur le sort des autres. On mêle aux devoirs réels des devoirs factices , qui souvent leur sont opposés , auxquels cependant ceux-ci sont toujours sacrifiés ; en sorte que par ce mélange , l'ordre des devoirs est interverti , & ces devoirs eux-mêmes éludés ou violés, sous le prétexte de s'élever à des vertus imaginaires.

Mais en convenant de ces principes , il n'en

est pas moins vrai que si le peuple est accoutumé à voir prendre sur les fonds publics les fraix du Culte , & à recevoir ses instructions de la bouche des Prêtres, il y a du danger & même une sorte d'injustice à choquer ses habitudes par une réforme trop prompte ; & c'est un des cas où , pour agir avec justice en suivant rigoureusement la voix de la vérité , il faut attendre que l'opinion commune s'y soit conformée.

Cependant , en laissant jouir les possesseurs actuels , il est aisé de voir que la suppression des Ecclésiastiques ou Religieux des deux sexes absolument inutiles à l'instruction du Peuple & au service des Paroisses , rendroit successivement à la Nation des bien immenses , dont la vente , en ranimant la culture , en augmentant le nombre des citoyens propriétaires , serviroit à payer une partie de la Dette publique. Il est clair encore , qu'en remplaçant les revenus territoriaux des Evêques & des Curés par des appointemens que paieroient les Communautés ou les Diocèses , on gagneroit 1°. l'avantage de détruire les Dixmes , Impôt qui , levé sur le produit réel des terres & non sur leur produit net , est injuste dans sa répartition & destructif de l'Agriculture : 2°. qu'on feroit encore une grande

économie , puisque ces appointemens devroient être tels qu'il convient à des hommes chargés de l'Instruction publique & qui doivent donner l'exemple de la simplicité & du désintéressement : 3°. qu'on détruiroit les procès entre les Communautés & leurs Pasteurs ; procès qui rendent leur Ministère au moins inutile.

Cependant , cette réforme , importante non-seulement pour la richesse de la Nation , mais pour perfectionner l'Instruction , & même pour le maintien de la Religion , ne peut être faite d'une manière vraiment utile , qu'en confiant à des Assemblées le soin d'en exécuter toutes les opérations. Sans cela les possessions réunies au Fisc seroient mal administrées , vendues à bas prix , ou même deviendroient bien-tôt la proie des Courtisans ; & le bien qui doit naître de la division de ces terres , de leur rentrée dans l'ordre ordinaire des propriétés , ne seroit sensible qu'au bout d'un long temps , comme celui qu'a produit en Angleterre la destruction des Couvens ; destruction qui d'abord y fut plus nuisible qu'utile.

Parmi les maux auxquels le Peuple est exposé , il en est un dont M. Turgot n'avoit pu voir toute l'étendue sans chercher les moyens d'y remédier.

Dans toutes nos Provinces , des cantons plus ou moins étendus sont couverts de Marais dont les exhalaisons causent des fièvres épidémiques ; altèrent la constitution , & abrègent la durée de la vie. Les terrains occupés par ces Marais n'ont qu'un foible produit ; tandis que , s'ils étoient desséchés , ils offriroient de riches moissons , des prairies abondantes , & qu'en même temps l'augmentation de richesse & de population produite par le dessèchement , ranimeroit dans les terres voisines la culture & l'industrie. Ces maux ne sont pas tant l'ouvrage de la nature que celui de l'avidité des hommes. Presque par-tout des retenues d'eau faites par les Seigneurs des Rivières , par les Propriétaires des Etangs , sont la première cause de ces inondations ; & c'est pour l'intérêt mal entendu d'un foible revenu qu'ils condamnent la terre à la stérilité , & des milliers d'hommes aux souffrances & à la mort. Mais cette cause , qui rend le mal plus cruel , en rend aussi le remède plus difficile. L'expérience , aussi bien que la raison , prouve l'inutilité des loix qu'on a cherché vainement à opposer au mal ; il n'en est point que l'avarice adroite ou accréditée ne sache éluder ou braver. Le seul remède est l'achat de ces droits dont l'exercice est si funeste , de

ces Propriétés qui par leur nature nuisent à tout ce qui les environne.

L'augmentation du revenu des Terreins desséchés , le produit de Moulins construits sur d'autres principes & confiés aux soins des Communautés intéressées elles-mêmes à prévenir le désordre, celui des Etangs, des Pêcheries, changés en terres ou en pâturages , peuvent presque par-tout indemniser à la fois du prix des acquisitions , des indemnités , & même des travaux nécessaires pour réparer les désordres causés par les anciens abus , ou ce qui dans ces désordres étoit l'ouvrage de la nature. Mais ces arrangemens économiques entraînent des détails trop minutieux, exigent trop de connoissances locales , ont trop besoin qu'une impartialité à l'abri du soupçon, une force qu'on ne puisse jamais regarder comme l'abus du pouvoir; résiste à toutes les réclamations & triomphe de tous les obstacles , pour qu'on puisse espérer quelque succès, à moins que ces opérations ne soient confiées à une Assemblée d'hommes qui, choisis librement par les Propriétaires , unissent à l'autorité que le Souverain leur auroit donnée, la confiance que ce genre de constitution peut seul inspirer. Ces travaux & ceux des grands-chemins auroient offert au peu-

ple une source abondante de salaires, avantage immense, ou précaution nécessaire, toutes les fois qu'on opère de grandes réformes.

Enfin les Assemblées municipales paroissent utiles à M. Turgot pour former des citoyens éclairés, les uns propres à discuter les affaires, les autres à remplir les places de l'Administration : elles pouvoient être employées à élire les sujets qui devoient occuper des emplois nécessaires, dont il est absurde de faire des charges vénales & par-là héréditaires, & qu'en même temps le Gouvernement ne peut remplir par de bons choix, soit faute de pouvoir connoître les sujets, soit parce qu'ils doivent avoir sur-tout la confiance du peuple, soit parce qu'il faut que leurs fonctions soient exemptes de toute influence du Ministère.

Tel étoit le Plan également vaste & simple par lequel M. Turgot se propoisoit de détruire successivement tous les désordres de l'Administration, d'en créer une nouvelle entièrement conforme aux principes certains de l'Economie politique, & de préparer aux Ministres qui voudroient porter la réforme dans les autres parties du Gouvernement, les instrumens nécessaires pour assurer le succès de leurs vues & leur mériter la confiance de la nation.

Nous laissons à nos lecteurs à juger ce que les citoyens avoient à espérer, ce que les autres avoient à craindre.

Parmi ceux qui ont hasardé la critique de l'Administration de M. Turgot, il en est auxquels on est dispensé de répondre. Mais il est aussi des reproches qui peuvent mériter une discussion, non pour l'intérêt de sa gloire, mais pour l'utilité de ceux que le sort destine à de grandes places, & auxquels il peut être bon de savoir d'avance comment ils y seront jugés, même par les hommes qui ont des intentions pures.

On accusoit M. Turgot de négliger ce qu'on appelle les détails de la Finance. La réponse en est dans l'histoire de son Ministère. Il est très-vrai que M. Turgot n'attachoit pas un grand prix à certains calculs qui n'exigent qu'une connoissance médiocre de l'Arithmétique. Quelques autres, en petit nombre, doivent être faits par des Mathématiciens, si on veut ne pas être trompé; & M. Turgot, qui connoissoit toute l'importance de l'Arithmétique politique, avoit pris des mesures pour que les connoissances de détail qui peuvent être fournies par les Bureaux, fussent mises en œuvre par des Mathématiciens capables d'en tirer des ré-

sultats utiles , & d'en déterminer à la fois l'exactitude & la probabilité. Il est encore vrai que M. Turgot ne traitoit pas avec distinction les hommes dont le principal mérite est d'avoir amassé de grandes richesses & de les employer à en amasser encore ; mais il croyoit que dans une société où il existe des différences de rang, mais où la richesse les fait disparaître , le Ministre le plus ami de l'égalité naturelle , le plus convaincu que l'inégalité des rangs est inutile ou dangereuse , doit cependant , par respect pour les mœurs publiques , ne pas autoriser par son exemple une confusion , dont tout l'effet est d'exciter l'avidité , en lui donnant le double motif de l'avarice & de l'orgueil.

On a dit que M. Turgot avoit mis trop de précipitation dans ses opérations. Un de ses amis lui en parloit un jour pendant son Ministère. *Comment pouvez-vous me faire ce reproche ?* lui répondit-il , *vous connoissez les besoins du Peuple, & vous savez que dans ma famille on meurt de la goutte à cinquante ans.*

On a dit également qu'il y avoit mis trop de lenteur ; mais ceux qui le disoient oublioient , que si on retranche des vingt mois qu'il a été Ministre , le temps que ses attaques de goutte lui ont enlevé , celui que les émeutes suscitées

contre lui , lui ont fait perdre , il ne reste qu'une année ; ils ignoroient l'utilité de ses opérations , tandis qu'ils attachoient une importance exagérée à la destruction d'abus que M. Turgot ne ménageoit que parce qu'il vouloit les attaquer dans leur source , détruire le mal & non *le perfectionner* (*).

On prétendoit qu'il ne consultoit personne. Il est vrai que la franchise de son caractère ne lui permettoit pas d'employer ce moyen de flatter l'amour propre. Il est encore vrai , qu'après s'être convaincu par la méditation , par l'expérience , de la vérité des principes qu'il

(*) C'étoit son expression ; & elle renferme un grand sens. Par exemple , n'ayant pu obtenir encore la suppression totale des droits de Main-morte , il ne voulut pas les abolir dans les Domaines du Roi , où le Gouvernement étoit d'ailleurs le maître d'en adoucir l'exercice , de peur de consacrer , même par son silence , l'opinion qui fait regarder ces droits comme une Propriété légitime. Il est affligeant que cette opinion , proscrite par l'ordonnance de Louis Hutin , ait été adoptée pour la première fois par le Gouvernement dans le préambule de l'Édit de 1778. L'Auteur des Arrêtés de Lamoignon étoit plus instruit des principes de la Justice naturelle , de ceux de notre Droit public , & s'y étoit conformé.

avoit

avoit adoptés , il n'alloit demander à personne ce qu'il devoit croire. Mais il consultoit tous les hommes dont il espéroit pouvoir tirer des lumieres utiles ; & ce n'étoit pas toujours ceux qui se croyoient faits pour lui donner des avis , & encore moins ceux qui se trouvoient en possession d'être consultés par les Ministres & de les tromper.

On lui reprochoit trop de force , trop d'inflexibilité dans le caractère. J'oserois proposer à ceux qui lui faisoient cette objection , de réfléchir sur eux-mêmes , de descendre au fond de leur cœur , de voir si dans leur vie publique & privée la foiblesse , & non la fermeté , n'a pas été la cause de toutes leurs erreurs. Caton lui-même , soumis à cette épreuve , eût avoué que la foiblesse lui a fait faire plus de fautes que son inflexibilité. La foiblesse est un défaut que nous a donné la nature , que nous ne pouvons détruire , contre lequel nous avons sans cesse à nous défendre , & dont aucun homme de bonne foi , & capable de quelque courage , ne se vantera jamais d'avoir toujours triomphé.

On lui a reproché de la mal-adresse. M. Price, l'un des hommes les plus éclairés & les plus vertueux de l'Angleterre , avoit répété cette im-

putation. J'aurois pu la mériter , lui écrivit M. Turgot , si vous n'aviez eu en vue d'autre mal-adresse que celle de n'avoir pas su démêler les ressorts d'intrigue que faisoient jouer contre moi des gens beaucoup plus adroits en ce genre que je ne le suis , que je ne le serai jamais , & que je ne veux l'être; mais il m'a paru que vous m'imputiez la mal-adresse d'avoir choqué grossièrement l'opinion générale de la nation; & à cet égard je crois que vous n'avez rendu justice ni à moi ni à ma nation , où il y a beaucoup plus de lumieres qu'on ne le croit communément chez vous , & où peut-être il est plus aisé que chez vous - mêmes de ramener le Public à des idées raisonnables.

M. Turgot croyoit que , dans une Monarchie où la volonté à la fois bienfaisante , ferme & éclairée du Prince peut seule faire le bien, toute l'adresse d'un Ministre doit consister à lui montrer la vérité; & jamais il ne l'a déguisée. Il croyoit que rien n'est à craindre avec la confiance du Prince , & que rien de grand n'est possible sans elle. Il croyoit qu'il n'est permis d'acheter l'amitié d'aucun Particulier , d'aucun Corps, par des sacrifices faits aux dépens de la nation. Il ne vouloit pas qu'aucun mélange de fausseté , que la plus légère apparence de charlatanerie , souillât la pureté & la conduite d'un

homme public ; il connoissoit ces moyens , & dédaignoit de les employer.

Il ne diffimuloit ni ses principes , ni ses vues , parce qu'il étoit plus porté par son caractère à se confier sur la raison , sur la bonté naturelle du cœur humain , qu'à craindre les erreurs ou la perversité des hommes. Telle a été cette mal-adresse dont on a tant parlé , & qu'il seroit difficile de ne pas regarder comme l'appanage nécessaire d'une ame forte & élevée.

On disoit qu'il ne connoissoit pas les hommes. Cependant peu de Philosophes ont eu une connoissance plus approfondie , soit de l'homme tel qu'il seroit par la nature seule , soit de l'homme modifié dans la Société par les préjugés de Religion , de Nation , d'Etat , de Corps , par tous les intérêts qui agissent à la fois sur lui. Mais il s'étoit peu occupé de l'art de connoître en particulier quelques hommes , de savoir les petits détails de leurs intérêts , de leurs passions , de la manière dont ils les cachent ou les découvrent , des ressorts de leurs intrigues , de leur charlatanerie. Et à quoi lui eût servi une connoissance qui ne peut souvent s'acquérir , ni s'employer que par des moyens dont il eût rougi de se servir ? Ce défaut a contribué peut-être à priver la France d'un Ministre qui

en eût fait le bonheur ; mais il tenoit à l'élevation de son esprit , comme sa prétendue mal-adresse à la hauteur & à la pureté de son ame (*).

Enfin on lui reprochoit l'Esprit de Système. Si l'on entend par-là que toutes ses opérations , jusques dans leurs détails , étoient autant de parties d'un Plan régulier & général qu'il s'étoit formé ; que ce Plan , & les motifs qui dictoient toutes ses décisions particulières , étoient les conséquences d'un petit nombre de principes liés entre eux , dont quelques-uns lui appartenoient , mais dont aucun n'avoit été adopté par lui qu'après en avoir fait une analyse exacte & développé toutes les preuves ; alors nous avouerons sans peine que M. Turgot a eu l'Esprit de Système & l'a porté plus loin qu'aucun autre. Il est vrai qu'alors ce reproche renferme l'éloge le plus grand & le plus dangereux

(*) Aussi M. Turgot , qui s'est trompé souvent sur les vues , sur la conduite , sur le caractère de certains hommes , devoit avec beaucoup de sagacité & de justice leur degré de talent , de capacité pour les affaires , le genre & les bornes de leur esprit. Nous lui avons vu faire en ce genre plusieurs prédictions très-contraires à l'opinion commune , & que l'événement a vérifiées.

que l'on puisse faire d'un Ministre ; puisqu'il annonce toute la force nécessaire pour former & exécuter un plan vaste & bien combiné , la volonté de préférer la vérité & son devoir à ses intérêts & à ses passions , & qu'en même temps il ôte l'espérance à tous ceux dont les intérêts sont opposés aux principes adoptés par le Ministre.

Si l'on entend par le Système le peu de respect pour les préjugés établis , pour les maximes d'une Politique foible & incertaine , pour le mélange simultané ou successif des principes contraires , pour les opérations faites à demi & combinées d'après des vues étroites ou incohérentes , M. Turgot eut l'Esprit de Système ; & c'est encore un éloge.

Mais si l'on entend par Esprit de Système l'amour des opinions nouvelles & paradoxales , le goût des opérations extraordinaires , celui de ces principes vagues , de ces maximes générales , qu'on applique à tout parce qu'elles ne décident rien ; jamais homme ne mérita moins le nom de systématique. Il aimait la vérité sous quelque apparence qu'elle se montrât , ancienne ou nouvelle , commune ou extraordinaire ; personne n'étoit plus ennemi des idées vagues & des prétendues maximes générales ,

& c'étoit précisément pour s'en préserver plus sûrement qu'il avoit réduit toutes ses opinions à un Système méthodique dont il avoit analysé toutes les parties (*).

Pendant que tous les hommes qui fondent leur puissance ou leurs richesses sur les ruines de la liberté ou de la fortune des citoyens , se félicitoient de la disgrâce d'un Ministre fidele au Prince & à la Patrie ; ce même événement excitoit aussi des regrets. Les hommes honnêtes virent avec peine éloigner des affaires un Ministre équitable & humain , à qui ils pardonnoient , en faveur de sa probité , des opérations qu'ils n'entendoient pas ou qui bleffoient leurs préjugés. Mais le petit nombre des citoyens

(*) Nous n'avons pas compris dans ces reproches celui d'aimer les innovations , parce que ce reproche ne peut être fait de bonne foi que par des hommes livrés à la plus honteuse ignorance. Il suffit de jeter les yeux autour de soi , pour voir que tous les peuples ont un intérêt pressant à voir s'exécuter de grandes innovations. Le goût pour les choses nouvelles est , comme l'Esprit de Système , une de ces accusations vagues que les fots & les fripons ne se lassent de répéter contre les hommes qui ont de l'esprit ou des vertus. *Pourquoi donc innover ?* disoit naïvement un Fermier-Général en 1775 ; *est-ce que nous ne sommes pas bien ?*

éclairés & vertueux sentit seul toute l'étendue d'une perte irréparable. Le peuple , qui n'avoit pas eu le temps de s'appercevoir du bien qu'on lui avoit fait , ignore le malheur qu'il éprouvoit : car en France , comme dans tous les pays où la presse n'est pas libre , le peuple n'a aucune espece d'opinion sur les affaires publiques , à moins que des charlatans ou des factieux n'aient l'art , plus facile & plus dangereux qu'on ne croit , de lui en donner une.

Parmi ceux à qui le déplacement de M. Turgot causa une juste douleur , on doit citer M. de Voltaire. Cet homme illustre par son génie poétique , le charme original de son style , & l'étonnante variété de ses talens , s'étoit fait en quelque sorte l'Apôtre de l'humanité , le dénonciateur de tous les maux publics , & le vengeur de toutes les injustices particulières. L'entrée de M. Turgot dans le Ministère avoit été pour lui un des momens les plus délicieux de sa vie ; la France avoit peu de citoyens aussi attachés à leur patrie , comme le genre humain n'avoit jamais eu de si ardent défenseur. Il avoit conçu les espérances les plus étendues en voyant la Raison , la Justice , la Haine de l'erreur & de l'oppression appelées auprès du Trône. M. Turgot avoit été obligés de le prier de modérer les expressions de son bonheur & de

ses espérances : car dans les commencemens de son Ministère il lui avoit fallu employer , pour arrêter l'enthousiasme des amis de la raison & de la prospérité publique , autant de soins que d'autres Ministres en ont pris pour exciter celui de la multitude. La destruction des Fermes dans le pays de Gex avoit augmenté l'attachement de M. de Voltaire , qui sentit la destitution de M. Turgot comme on sent un malheur personnel (*).

Nous avons été témoins en 1778 de l'enthousiasme mêlé d'une vénération tendre & profonde que le nom , que la vue de M. Turgot excitoient

(*) Au milieu de la joie publique de la Cour & de tous ceux dont la puissance pouvoit être à craindre , il eut le courage d'exprimer dans l'*Epître à un homme* le sentiment dont son ame étoit pénétrée. Tel étoit le titre des vers qu'il adressoit à M. Turgot ; & si on a reproché à M. de Voltaire d'avoir trop loué des Ministres en place & trop abandonné ceux qui n'y étoient plus , cette Epître fera sa meilleure apologie. Jamais il n'avoit célébré un Ministre tout-puissant comme il loua M. Turgot dans la disgrâce. On vit par-là qu'il ne confondoit pas le Ministre qui ne fera plus rien lorsqu'il cessera de l'être , mais qu'il croyoit permis d'exciter par des louanges à faire un peu de bien , avec un homme d'Etat Philosophe & Citoyen , qui n'en paroît que plus grand , lorsque réduit à lui-même il reste seul avec ses vertus , son génie & ses actions.

dans cet illustre vieillard. Nous l'avons vu au milieu des acclamations publiques, accablé sous le poids des couronnes que lui prodiguoit la nation, se précipiter au-devant de M. Turgot d'un pas chancelant, saisir ses mains malgré lui, les baiser & les arroser de ses larmes en lui criant d'une voix étouffée, *laissez-moi baiser cette main qui a signé le salut du peuple.*

M. Turgot vit avec peine s'évanouir l'espérance qu'il avoit conçue de réparer les maux de son pays & d'appuyer sur une base inébranlable la félicité d'une grande nation. Mais sa douleur fut celle d'une ame forte dont la tranquillité & le bonheur ne dépendent ni des révolutions d'une Cour, ni des jugemens de la multitude. Aussi la révocation des Edits sur les Corvées & sur les Jurandes l'affligea plus vivement que la perte de sa place. Jusque-là il avoit pu croire que le bien projeté par lui ne seroit que retardé; & comme il avoit déjà détruit ce qu'il y avoit de plus insupportable dans les maux du peuple, il se consolait par l'idée que le progrès des lumieres ameneroit, avec plus de lenteur seulement, des changemens dont l'utilité déjà prouvée par les hommes éclairés, finiroit par frapper enfin tous les regards. Mais il ne put que gémir lorsqu'il vit s'appesantir de nouveau sur le peu-

ple le joug que sa main avoit brisé. Ce même événement eût consolé peut-être un homme qui n'eût aimé que la gloire. Si sa disgrâce n'avoit pas été suivie de la révocation des loix qu'il avoit conseillées, on auroit pu l'attribuer à quelque faute involontaire (car sa vertu étoit au-dessus de tout autre soupçon.) Mais révoquer ces loix, c'étoit annoncer qu'il n'étoit coupable que d'avoir voulu sauver son Pays. Jamais la haine, si souvent aveugle, ne servit mieux celui qu'elle vouloit détruire, & dont elle confondoit ainsi la cause avec les intérêts de la prospérité publique, avec ceux de la liberté du peuple, des Villes & des habitans des campagnes.

Rendu à lui-même, M. Turgot n'éprouva pas ce vuide affreux, punition juste, mais terrible, des ambitieux que la fortune abandonne. Les Sciences qu'il avoit cultivées remplirent aisément toute sa vie. Il s'aperçut que, dans ses recherches sur la Physique, des connoissances Mathématiques plus étendues lui feroient souvent utiles, & il résolut de les acquérir. Il porta dans l'étude des Mathématiques cet esprit d'analyse métaphysique qui avoit été pour lui un guide si sûr dans d'autres Sciences. Aussi n'étoit-il pas toujours satisfait des démonstrations qu'il trouvoit dans les livres. En général dans les

Mathématiques, & principalement dans l'Analyse, on exige seulement que les démonstrations soient rigoureuses ; & comme il importe surtout d'aller en avant, on ne s'arrête pas à résoudre les difficultés métaphysiques qui se présentent, parce qu'on est sûr que l'habitude du calcul fera disparaître l'incertitude que ces difficultés semblent répandre. M. Turgot eût voulu qu'on dissipât jusqu'aux plus petites obscurités ; il eût voulu encore que l'Analyste rendit compte des motifs qui lui font employer les opérations qui le conduisent à son but, qu'il montrât par quelle raison il les a préférées, & par quelle suite de raisonnemens elles se sont présentées à lui. Peut-être seroit-il utile que l'on pût se conformer à ses vues dans les livres élémentaires. On peut sans doute se dispenser de ses discussions si l'on regarde l'Analyse que comme une Science particulière, ou un instrument utile aux autres Sciences ; mais elle cesse de l'être lorsqu'on la regarde comme une étude propre à former la raison, à la fortifier, & sur-tout à faire connoître la marche de l'esprit humain dans la recherche de la vérité. Ces mêmes détails sont inutiles aux hommes nés avec un vrai talent, & même peut-être à ceux qui font des Mathématiques pures le sujet de leurs médita-

tions : mais le font-ils également aux jeunes gens qui n'étudient ces Sciences que pour en connoître les élémens ou pour les appliquer aux objets de leurs travaux ? Si l'on suivoit les vues de M. Turgot, on observeroit peut-être moins souvent que des hommes qui paroissent dans leur éducation avoir porté très-loin l'étude des Mathématiques, sont devenus au bout de quelques années incapables d'en appliquer les élémens à la plus petite question de pratique ; on ne verroit pas des Savans même, justement célèbres dans d'autres genres, être embarrassés pour faire par eux-mêmes des calculs fort au-dessous des connoissances qu'ils avoient acquises dans leur jeunesse.

M. Turgot cherchoit en même temps à donner plus de précision au Thermometre, instrument dont il jugeoit avec raison que la perfection seroit d'une très-grande importance pour la Physique en général, & sur-tout pour la Météorologie. Cette Science encore très-nouvelle, étoit une de celles dont il aimoit le plus à s'occuper & par cette raison, & parce qu'elle offre l'espérance d'une riche moisson de vérités importantes pour la connoissance des loix de la nature, & d'applications utiles pour l'amélioration ou la sûreté des productions de la terre,

pour la conservation de la santé ou de la vie.

Il continuoit ces essais sur la Distillation dans le vuide dont nous avons parlé.

Enfin convaincu qu'un des plus grands services qu'on pût rendre aux hommes étoit de faciliter & de multiplier les moyens de se communiquer ces idées, & de délivrer cette communication des entraves que les préjugés y opposent, il s'occupoit avec M. l'Abbé Rochon de différentes méthodes expéditives, commodes & peu coûteuses, de multiplier les copies de ce qu'on écrit, de remplacer l'Imprimerie & de détruire, si-non par la raison, du moins par l'impossibilité du succès, les gênes multipliées qui n'arrêtent pas, mais qui retardent le bien que cette découverte doit faire un jour à l'humanité.

M. Turgot avoit conservé toute sa passion pour la Littérature & la Poésie. Jamais il n'avoit perdu l'habitude de faire des vers, amusement qui lui étoit très-précieux dans ses voyages ou pendant les insomnies que la goutte lui cauçoit. Mais ces vers étoient pour lui seul. A peine un petit nombre d'amis étoient-ils admis dans la confiance. Quelques fragmens ont été connus du public, & ces fragmens étoient attribués à Voltaire par tous les gens de Lettres. On ne connoît de M. Turgot qu'un seul vers latin destiné pour le portrait de M. Franklin.

Eripuit cælo fulmen , mox sceptrâ tyrannis.

Les Vers François métriques sont le genre de Poésie que M. Turgot a le plus cultivé.

Il avoit fait une étude profonde de tout ce qui peut appartenir à notre langue , & il avoit remarqué que dans une prononciation un peu soutenue, il est plus facile qu'on ne croit ordinairement, de distinguer les syllabes breves & longues. Il en concluoit que dans les Vers métriques François la quantité pouvoit être sensible , que leur harmonie frapperoit des oreilles exercées , & que nous aurions par-là le double avantage d'avoir une Poésie moins monotone & de fixer la Prosodie de la Langue : ce qui auroit l'utilité réelle de procurer plus de facilité pour se faire entendre. Peut-être que si M. Turgot eût donné en Vers métriques un Poème rempli de ces idées grandes , de ces vérités importantes qui lui étoient si familières , il eût commencé cette révolution dans notre Poésie. Mais il se borna presque à traduire & sur-tout à traduire Virgile , parce qu'apprenant par cœur les Vers de l'original , ce travail devenoit plus commode pour le temps que nous avons vu qu'il destinoit à la Poésie (*).

(*) Il avoit traduit en Vers métriques le quatrième Livre de l'Enéide & presque toutes les Eclogues.

C'étoit par ces occupations que M. Turgot remplissoit sa vie. Un Commerce de Lettres avec M. Smith sur les questions les plus importantes pour l'humanité, avec le Docteur Price sur les principes de l'Ordre Social, ou sur les moyens de rendre la révolution de l'Amérique utile à l'Europe, & de prévenir les dangers où cette République naissante étoit exposée, avec un Evêque de l'Eglise Anglicane qu'il détournoit du projet singulier d'établir des Moines en Irlande, avec M. Franklin sur les inconvénients des Impôts indirects & les heureux effets d'un Impôt territorial, lui offroit encore une occupation attachante & douce. Le desir du bien général des hommes étoit en lui une véritable passion. Des ames étroites & froides ont nié l'existence de ce sentiment, qui à la vérité n'a jamais existé pour elles. Des esprits légers & bornés ont cru qu'on ne pouvoit l'exercer d'une manière utile, parce qu'ils étoient incapables de s'élever à ces vérités générales & simples, base éternelle & immuable du bonheur commun de l'humanité.

Dans le moment où la guerre se déclara, M. Turgot vit combien il feroit honorable à la Nation Françoisse, que le vaisseau de Cook fut respecté sur les mers. Il dressa un Mémoire pour exposer les motifs d'honneur, de raison, d'in-

térêt même qui devoient dicter cet acte de respect pour l'humanité ; & c'est sur son Mémoire, dont pendant toute sa vie l'Auteur est resté inconnu , qu'a été donné l'ordre de ne pas traiter en ennemi le bienfaiteur commun de toutes les Nations Européennes.

Par un bonheur bien rare aux Ministres déplacés, il avoit conservé tous ses anciens amis & en avoit acquis quelques - uns. A la vérité nous entendons seulement ici par ce mot ceux qu'il regardoit comme tels , & non ceux qui en avoient d'eux-mêmes pris le titre par intérêt ou par vanité. L'amitié de M. Turgot étoit tendre , agissante , courageuse. Il s'occupoit des affaires , des travaux de ses amis avec une activité que l'intérêt personnel ne donne point , & une délicatesse qui dans une ame forte supposoit une sensibilité vive & profonde. Dans les malheurs qui ne regardoient qu'e lui , il conservoit ce calme que le courage soutenu & guidé par la raison rend inaltérable ; mais il étoit troublé du malheur de ses amis. L'amitié ne l'aveugloit pas sur leurs défauts ; il les voyoit , mais il les jugeoit avec indulgence. La réunion de quelques qualités essentielles qui méritent l'attachement & la confiance lui paroissoit tout ce qu'on peut exiger ou attendre de l'humanité : l'étude qu'il avoit
faite

faite de la nature humaine le portoit à cette indulgence, qu'il étendoit à tous les hommes, mais que le sentiment de l'amitié rendoit plus grande encore en faveur de ceux qu'il aimoit. Il leur donnoit des conseils, mais seulement dans des circonstances où ces conseils pouvoient leur être utiles, & en respectant également & leurs secrets, s'ils ne les lui avoient pas confiés, & leur liberté, espece de ménagement rare dans l'amitié même la plus vraie, & qui cependant la rendroit plus douce & moins sujette aux refroidissemens & aux orages. Il toléroit aisément dans ses amis des opinions contraires aux siennes, pourvu qu'ils les eussent de bonne foi & qu'il ne les crût ni incompatibles avec une probité véritable, ni inspirées par l'intérêt ou par la bassesse.

Les amis de M. Turgot l'aimoient comme il méritoit d'être aimé. Jamais une sensibilité plus vraie & plus douce n'a su se faire mieux pardonner une supériorité qu'on étoit obligé de reconnoître, qu'il ne montrait point, qu'il cachoit même, mais sans chercher à la cacher. Aussi cette supériorité ne faisoit-elle que répandre sur le sentiment qu'on avoit pour lui un charme que l'amitié pour un homme ordinaire ne peut faire éprouver. Il a eu pour amis des hommes qui jouissoient ou d'une grande existence, ou d'une

célébrité méritée, & il n'en est aucun qui ne comptât le nom d'ami de M. Turgot comme un de ses premiers droits à la considération publique. Il a eu des amis fort inférieurs à lui en connoissances, en esprit, en talens, mais il fa-voit se proportionner à eux, s'en faire entendre; & s'ils s'appercevoient quelquefois de sa supériorité, c'étoit par les ressources inattendues qu'ils trouvoient dans son esprit & dans ses lumières.

Avec des occupations si attachantes & si variées, le bonheur d'aimer & d'être tendrement aimé, le témoignage d'une conscience toujours pure, le sentiment si rare pour un Ministre de n'avoir jamais déguisé la vérité au Prince qui l'avoit choisi, de n'avoir jamais trahi le plus léger intérêt du Peuple confié à ses soins, de n'avoir jamais souscrit à aucun acte d'oppression & d'injustice, de n'avoir enfin mérité des ennemis qu'en défendant la Nation contre les préjugés ou les intérêts des hommes puissans, & le trésor public contre l'avidité des intrigans de tous les ordres; enfin avec ces jouissances si douces que donne à une intelligence vaste & forte le plaisir de contempler & de saisir la vérité, M. Turgot pouvoit se promettre une carrière heureuse; ses amis devoient espérer de conserver ce-

lui dont les lumieres supérieures, la douce société, l'amitié tendre, étoient un de leurs premiers biens, un de ces sentimens qui attachent à la vie, l'embellissent ou aident à la supporter.

Ses attaques de gouttes avant son Ministère n'avoient été que douloureuses. Le travail forcé auquel il se livra au milieu des accès de cette maladie en changea la nature ; & lorsqu'il fut rendu à lui-même, le repos ne put réparer les désordres que son zele pour ses devoirs avoit causés. Les accès devinrent de plus en plus dangereuses, & il finit par être la victime de son patriotisme & de son courage. Sa dernière attaque, qui fut si longue & si cruelle, n'altéra ni son ame, ni même son humeur : toujours occupé dans les intervalles de ses douleurs, tantôt d'un ouvrage qu'un de ses amis venoit de publier & au succès duquel il prenoit intérêt, tantôt du sort d'un homme de Lettres alors malheureux, tantôt de suivre ses pensées, de rassembler quelques observations métaphysiques sur la liaison de nos idées avec l'état de nos organes, il ne laissoit rien appercevoir à ses amis qu'une sensibilité plus touchante qui ne paroissoit excitée que par les soins qu'ils lui rendoient ; & son ame vit arriver avec tranquillité le moment où suivant les loix éternelles, de la nature elle alloit

remplir dans un autre ordre la place que ces loix lui avoient marquée (*).

Depuis sa retraite du Ministère il s'étoit moins occupé d'objets politiques, & sur-tout de ceux qui pouvoient avoir quelque liaison avec l'Administration ou les Loix de la France. Cette occupation lui eût rappelé d'une manière trop douloureuse l'espérance qu'il avoit eue d'exécuter des idées si salutaires, de faire le bien que ses lumieres lui montroient; & la conduite de ses successeurs n'étoit pas propre à le consoler.

D'ailleurs il sentoît qu'on étoit en droit d'exiger de lui des détails particuliers, des applications de ses principes au pays qu'il avoit administré, des moyens d'y mettre en action les vérités qu'il auroit établies : il étoit impossible d'exécuter ce plan sans donner lieu à des interprétations injurieuses & sans encourir le soupçon d'avoir cherché une vengeance trop au-dessous de lui.

Personne ne méprisoit plus les petits secrets auxquels dans toutes les Administrations les hommes médiocres attachent une importance si puérile. La connoissance de tout ce qui peut influer sur le bonheur public doit être un bien commun

(*) Le 20 Mars 1781.

à tous, & la publicité des opérations du Gouvernement lui paroissoit le frein le plus sûr à tous les abus. Tout particulier a sans doute le droit de publier ces mêmes secrets s'il les a découverts ; mais l'homme en place à qui on les a confiés n'a plus celui d'en disposer ; ce droit cesse d'exister pour lui seul. Ce n'étoit donc qu'à la postérité que M. Turgot eût pu dire la vérité toute entière : car , il ne vouloit point la dire à demi ; il ne vouloit point fouiller par des mensonges ni même par des réticences un Ouvrage consacré à sa patrie , à l'humanité. Il avoit formé le projet de cet Ouvrage ; il devoit y développer dans un ordre méthodique toutes ses idées sur l'Ame humaine, sur l'ordre de l'Univers, sur l'Être suprême, sur les principes des Sociétés, les droits des hommes, les Constitutions politiques, la Législation, l'Administration, l'Éducation physique, les moyens de perfectionner l'Espece humaine relativement aux progrès & à l'emploi de ses forces, au bonheur dont elle est susceptible, à l'étendue des connoissances, où elle peut s'élever, à la certitude, à la clarté, à la simplicité des principes de conduite, à la délicatesse, à la pureté des sentimens qui naissent & se développent dans les ames, aux vertus dont elles sont capables.

Toutes les opinions philosophiques de M. Turgot formoient un système également vaste & enchaîné dans toutes ses parties. Souvent lorsqu'on agitoit devant lui une question particuliere d'Administration , de Législation , de Jurisprudence , on voyoit avec étonnement qu'il avoit sur cette question , non une de ces opinions vagues fondées sur un premier aperçu , inspirées par une espece d'instinct , qu'on adopte au hazard & qu'on défend ensuite par vanité , mais une opinion arrêtée qui se lioit d'elle-même à son système général. Lui parloit-on d'un abus , d'un désordre , quel que fût le pays de l'Europe où il régnaît , quelle que fût la branche de la Législation qu'il eût infectée , il connoissoit l'origine du mal , ses effets , les causes qui en prolongeoient la durée & les moyens de le détruire. On eût cru qu'il en avoit fait l'objet particulier de ses réflexions , s'il n'eût été facile de reconnoître l'application simple & naturelle de ses principes généraux.

“ Il ne s'est encore trouvé personne , disoit
 „ Bacon , doué d'assez de constance & de force
 „ de tête pour oser s'imposer la loi de renoncer
 „ à toutes les théories , de détruire toutes les
 „ notions que son esprit a reçues , & de se pré-
 „ parer ainsi un entendement qui , comme une

„ table rase , soit disposé à recevoir les idées
 „ plus précises que l'observation & l'expérience
 „ lui présenteront. Aussi la raison humaine
 „ n'est-elle qu'un amas indigeste de notions re-
 „ çues dans l'enfance , adoptées sur parole &
 „ rassemblées au hasard. Si un homme dégagé
 „ des préjugés , d'un âge mur , dans la vigueur
 „ de ses sens , oseroit entreprendre ce travail ,
 „ que ne devroit-on pas en attendre ? mais au-
 „ cun homme ne l'a exécuté , personne n'en a
 „ même eu l'idée. „

M. Turgot , & jusqu'ici M. Turgot seul , a
 été cet homme. Combien n'auroit-il pas été
 utile de pouvoir connoître dans ses principes ,
 dans son enchaînement , dans toutes ses par-
 ties , ce système si fortement combiné , si dé-
 gagé de toute opinion reçue sans examen !
 Mais M. Turgot n'avoit pas même commencé
 à écrire ce grand Ouvrage ; & c'est d'après
 ses conversations & quelques idées répandues
 dans le petit nombre d'Ecrits qu'il a laissés ,
 que je vais essayer ici d'en tracer une légère
 esquisse.

La mémoire de nos sensations , & la faculté
 que nous avons de réfléchir sur ces sensations
 passées & de les combiner , sont le seul principe
 de nos connoissances. La supposition qu'il existe

des Loix constantes auxquelles tous les phénomènes observés sont assujettis de manière à reparoître dans tous les temps , dans toutes les circonstances, tels qu'ils sont déterminés par ces Loix , est le seul fondement de la certitude de ces connoissances.

Nous avons la conscience d'avoir observé cette constance , & un sentiment involontaire nous force de croire qu'elle continuera de subsister. La probabilité qui en résulte , quelque grande qu'elle soit, n'est pas une certitude. Aucune relation nécessaire ne lie pour nous le passé à l'avenir , ni la constance de ce que j'ai vu à celle de ce que j'aurois continué d'observer si j'étois resté dans des circonstances semblables ; mais l'impression qui me porte à regarder comme existant , comme réel ce qui m'a présenté ce caractère de constance , est irrésistible.

Dès l'instant où je ne dois l'idée d'existence & l'opinion qu'une chose quelconque existe qu'à la constance avec laquelle j'ai vu certaine combinaisons de sensations reparoître & suivre des loix régulières , si dans l'ensemble de la nature je parviens à saisir un ordre général dont rien ne s'écarte ; si j'apperçois dans cet ordre une intention, un plan qui suppose une intelligence,

une puissance active , dès-lors j'ai l'idée de l'existence d'un Etre suprême, principe de cet Univers , & la même force m'oblige à croire à cette existence.

Or M. Turgot avoit cru appercevoir dans tout ce que nous connoissons de l'Univers , les traces indubitables non-seulement d'un ordre , mais d'une intention bienfaisante & conservatrice. Il ne voyoit dans le Mal physique , dans le Mal moral , qu'une conséquence nécessaire de l'existence d'Etres sensibles capables de raison & bornés. La perfectibilité dont sont douées quelques Especes , & en particulier l'Espece humaine , est à ces maux un remede lent , mais infailible. Il croyoit que puisque l'ensemble des phénomènes annonçoit des vues bienfaisantes avec une puissance au-dessus des forces de notre intelligence , nous devions croire que le même ordre subsiste dans les parties de l'Univers cachées à nos regards , sans être arrêtés par l'impossibilité d'expliquer pour quelle cause il ne nous présente pas un ordre plus parfait , suivant nos idées nécessairement trop bornées pour en saisir tout l'ensemble. Il regardoit cette opinion comme démontrée, c'est-à-dire , comme fondée sur une probabilité dont la très-grande supériorité à l'égard de la probabilité contraire étoit

démontrée : car si on en excepte la proposition ou la combinaison de propositions de l'évidence desquelles nous avons actuellement une conscience intime, il ne peut dans aucun genre exister pour nous de démonstration que dans ce premier sens.

Puisque l'Existence des Corps n'est pour nous que la permanence d'Etres dont les propriétés répondent à un certain ordre de nos sensations, il en résulte qu'elle n'a rien de plus certain que celle d'autres Etres qui se manifestent également par leurs effets sur nous ; & puisque nos observations sur nos propres facultés, confirmées par celles que nous faisons sur les Etres pensants qui animent aussi des Corps, ne nous montrent aucune analogie entre l'Etre qui sent ou qui pense & l'Etre qui nous offre le phénomène de l'étendue ou de l'impénétrabilité, il n'y a aucune raison de croire ces Etres de la même nature. Ainsi la Spiritualité de l'Ame n'est pas une opinion qui ait besoin de preuves, mais le résultat simple & naturel d'une analyse exacte de nos idées & de nos facultés (*).

(*) M. Turgot disoit souvent qu'un homme qui n'avoit jamais regardé la question de l'existence des objets extérieurs comme un objet difficile & digne d'occuper

M. Turgot croyoit qu'on s'étoit trompé en imaginant qu'en général l'esprit n'acquiert des idées générales ou abstraites que par la comparaison d'idées plus particulieres. Au contraire nos premieres idées sont très-générales, puisque ne voyant d'abord qu'un petit nombre de qualités, notre idée renferme tous les Etres auxquels ces qualités sont communes. En nous éclairant, en examinant davantage, nos idées deviennent plus particulieres sans jamais atteindre le dernier terme; & ce qui a pu tromper les Métaphysiciens, c'est qu'alors précisément nous apprenons que ces idées sont plus générales que nous ne l'avions d'abord supposé.

M. Turgot ne regardoit point les définitions de termes, celles qui fixent le sens des mots, comme rigoureusement arbitraires. En effet,

notre curiosité, ne feroit jamais de progrès en Métaphysique. Il ajoutoit que tout homme qui croyoit de bonne foi l'Impôt territorial impraticable ou injuste, ne pouvoit avoir de véritables lumieres en Administration. Cette observation étoit aussi juste que fine : on pourroit l'appliquer à toutes les sciences, à toutes les occupations de la vie, & former ainsi pour chacune une espece de *criterium* assez certain pour l'employer dans la pratique.

les mots sont destinés à exprimer des idées complexes. C'est à celles de ces idées qu'il peut être utile de combiner & d'examiner, à celles qui par une suite nécessaire de l'ordre des choses existent dans l'entendement d'un grand nombre d'hommes, qu'on doit attacher des signes ; & la définition doit servir non-seulement à bien déterminer les idées complexes, mais aussi à bien classer les idées simples qui la composent, & qui doivent la composer.

Tout Etre sensible & capable de raisonner, doit acquérir des Idées morales. Ces idées doivent être les mêmes : elles ne sont donc pas arbitraires ; & les propositions qu'on en peut former, indépendamment de la vérité de définition, ont une vérité réelle. Les motifs qui nous font préférer soit relativement à notre satisfaction, soit relativement à notre existence sociale, ce qui est juste à ce qui est injuste, naissent également de la nature de tous les Etres sensibles & capables de réflexion. C'est donc de la nature même de notre Etre que dérivent & la connoissance des vérités morales, & les motifs d'y conformer sa conduite, aussi bien que les motifs d'intérêt qui y font manquer.

La vérité de ces principes de Morale est donc à la fois & réelle & indépendante de toute opinion

spéculative ; & il existe des motifs d'affujettir ses actions à ces principes , suffisans dans presque toutes les circonstances pour l'homme né dans un pays où la civilisation a fait des progrès , & où des loix injustes ne conduisent pas à l'immortalité & au crime.

Parmi les sentimens moraux qui naissent nécessairement dans le cœur de l'homme , le respect pour la vérité est un des plus utiles & un de ceux que la nature inspire le plus fortement , mais qui s'altère le plus dans la société. M. Turgot regardoit ce respect pour le vrai comme un des principaux devoirs de la Morale : mais comme il n'exagéroit rien , il convenoit avec les Moralistes éclairés que le mensonge cesse d'être coupable dès que la vérité feroit , soit aux autres , soit à nous-mêmes , non du mal , mais un véritable tort , c'est-à-dire , un mal injuste. Il faut de plus que le silence ou le refus de répondre soit lui-même une réponse claire ou expose à une injustice réelle. Cependant il pensoit que rarement celui qui dit une chose contraire à la vérité est absolument exempt de blâme. S'il ne doit pas cette vérité , son tort n'est plus de l'avoir altérée , mais de s'être placé plus ou moins volontairement dans l'obligation d'y manquer. C'est ainsi qu'un homme qui a promis de faire

une injustice est coupable en ne tenant point sa parole, non de l'avoir violée, mais de l'avoir donnée. C'est ainsi encore qu'un homme qui en blesse un autre, même dans le cas de la défense naturelle, n'est pas coupable pour s'être défendu, mais pour s'être exposé à l'extrémité qui a rendu cette défense nécessaire. Les institutions sociales en accablant les hommes sous des loix injustes, en les forçant de ménager à l'extérieur des opinions qu'ils méprisent au fond du cœur, & qu'ils bravent dans leur conduite, ont détruit ce respect de la vérité, l'un des premiers liens de la Société, l'une des premières sources du bonheur que les hommes peuvent devoir à leur union avec leurs semblables.

M. Turgot pensoit qu'on peut parvenir à fortifier dans les hommes leurs sentimens moraux, à les rendre plus délicats & plus justes, soit par l'exercice de ces sentimens, soit en apprenant à les soumettre à l'analyse d'une raison saine & éclairée. C'est par ce motif qu'il regardoit les Romains comme des livres de Morale, & même, disoit-il, comme les seuls où il eût vu de la Morale. D'ailleurs c'est là sur-tout que l'on voit le mieux l'influence de nos actions sur le bonheur & sur la conduite de ceux qui nous environnent, partie de la Morale la plus importante &

la plus négligée. Enfin on chercheroit vainement dans les autres livres des recherches faites avec une sorte de scrupule sur les moyens de réparer les fautes qu'on a pu commettre , autre partie de la Morale non moins importante , puisque les crimes vainement irréparables sont très-rares , & encore plus négligée , parce que dans presque tous les pays , l'avarice & l'ambition des Prêtres ont imaginé de suppléer à ce devoir par de vaines & ridicules expiations.

L'Ame périt-elle avec le Corps ? M. Turgot ne le croyoit pas. L'espece de dépendance où le principe pensant & sentant paroît être du corps qui lui est uni , indique sans doute qu'à la destruction du corps l'ame doit changer d'état ; mais rien dans cet événement ne paroît indiquer la destruction d'un Etre simple , dont toutes les opérations , il est vrai , ont été longtemps liées avec les phénomènes de l'organisation , mais n'offrent aucune analogie avec ces mêmes phénomènes. Il paroît prouvé par l'observation qu'aucun corps ne se détruit : les diverses combinaisons de leurs élémens les font changer de forme & même disparaître à nos sens ; mais nous n'en croyons pas moins qu'ils n'ont pas cessé d'exister. Par quel singulier privilège l'Etre pensant seroit-il seul assujetti à la destruc-

tion ! Mais que devient-il ? La sagesse qui paroît régner dans l'économie du monde doit nous faire croire que cet Etre susceptible d'acquérir tant d'idées , de réfléchir sur ses sentimens , en un mot , de se perfectionner , peut ne pas perdre le fruit de ce travail exercé sur lui par lui-même ou par des forces étrangères , qu'il peut éprouver après la mort des modifications dont celles qu'il a reçues pendant la vie , soient la cause , & que c'est peut-être dans ce nouvel ordre dont nous ne pouvons nous former une idée qu'existe la réponse aux plus grandes difficultés qu'on puisse faire contre la sagesse qui régit dans l'arrangement de l'Univers. Cet ordre en effet peut offrir & un dédommagement des douleurs souffertes , & des récompenses à la vertu. Mais M. Turgot n'alloit pas plus loin. Autant il trouvoit ridicule de regarder le Directeur de tant de mondes comme un Monarque occupé à distribuer des cordons , ou à condamner à des tortures , ayant une Cour , une Bastille & des Bourreaux ; autant il lui paroissoit insensé de vouloir se mettre à sa place & créer un nouvel Univers pour se consoler de n'avoir pu connoître qu'une bien foible partie de celui qui existe.

Ces vues d'une Métaphysique générale dont nous ne pouvons offrir qu'une petite partie ,
occupèrent

occuperent long-temps M. Turgot. Il n'aimoit pas en parler, même à ses amis les plus chers. Persuadé qu'il pouvoit répandre une véritable lumière sur ces questions, alimens éternels de disputes chez presque tous les peuples, se flattant de l'avoir entrevue, il croyoit qu'un Ouvrage méthodique & approfondi étoit le seul moyen de dissiper une obscurité qui tient uniquement à la difficulté de soumettre à une analyse exacte des idées fines & compliquées, & il étoit persuadé qu'il ne pouvoit rien détacher de cet ensemble sans affoiblir, sans presque anéantir la force des preuves qui en résultoient. Aussi de tous les hommes qui ont eu sur ces mêmes questions une opinion arrêtée, aucun n'a eu peut-être une conviction plus forte, plus inébranlable, & seul il a été vraiment tolérant. Il toléroit également & le pyrrhonisme & la croyance la plus ferme des opinions opposées aux siennes, sans même que cette opposition altérât en rien, ni son estime pour les talens, ni sa confiance pour les vertus de ceux qui les avoient embrassées.

Les hommes n'ont pu former des Associations régulières que pour la conservation de leurs droits naturels. Ces droits sont la Sûreté de leur personne & de leur famille, la Liberté & surtout la Propriété. L'homme a sur les fruits du

champ qu'il a défriché, sur le logement qu'il a
 construit, sur les meubles ou les instrumens
 qu'il a fabriqués, sur les provisions qu'il a ras-
 semblées, un droit qui est le prix de son tra-
 vail ; & l'espérance qu'il a nourrie de conserver
 ce fruit de ses peines, la douleur de les perdre,
 plus grande qu'une simple privation, donne à
 ce droit une sanction naturelle qui oblige tout
 autre homme à le respecter. Dans une Société
 naissante & déjà au-dessus de l'état de fauvage,
 chaque homme fait assez veiller sur sa sûreté, &
 ne la met sous la protection des loix qu'avec
 une sorte de répugnance. Il a peu à craindre
 pour sa Liberté. L'esclavage suppose une Société
 déjà formée & même assez compliquée. Enfin
 les autres outrages à la Liberté sont une suite de
 l'état social. Ainsi de tous les droits de l'homme,
 la Propriété est celui pour lequel il a le plus
 besoin de s'associer avec ses semblables, qui
 prennent avec lui l'engagement réciproque de
 la défendre, & en rendent, par cette association,
 la conservation assurée & moins périlleuse. On
 a donc pu sans injustice regarder les Propriétaires
 comme formant essentiellement la Société :
 & si on ajoute que chez tous les peuples culti-
 vateurs, les limites du territoire sont celles où
 s'arrêtent les droits de la Société ; que les Pro-

priétaires de fonds sont les seuls qui soient attachés à ce territoire par des liens qu'ils ne peuvent rompre sans renoncer à leur titre ; qu'enfin eux seuls portent réellement le fardeau des dépenses publiques , il sera difficile de ne pas les regarder comme étant seuls les membres essentiels de cette même Société.

La Propriété n'est autre chose que la libre disposition de ce qu'on possède légitimement. Dans l'état naturel tout ce dont on jouit sans l'avoir enlevé à un autre, forme cette Propriété ; dans l'état social elle devient ce qu'on a reçu de sa famille , ce qu'on a pu acquérir par son travail, ce qu'on a obtenu par une convention. Les loix régulent la manière d'exercer ce droit , mais ce n'est pas des loix qu'on le tient.

La libre disposition de la Propriété renferme le pouvoir de vendre , de donner , d'échanger ce qui est à soi , & , si cette propriété consiste dans des denrées qui se reproduisent , de régler cette reproduction à son gré & de jouir comme on le voudra du produit.

La seule borne à cette libre disposition est de ne rien faire qui puisse nuire à la sûreté , à la liberté , à la propriété & en général aux droits d'un autre.

La Liberté naturelle consiste dans le droit de

faire tout ce qui ne nuit pas au droit d'autrui. Il ne faut pas confondre cette Liberté avec la Liberté civile, qui consiste à n'être forcé d'obéir qu'à des loix ; car les loix peuvent violer la Liberté naturelle ; ni avec ce qu'on appelle la Liberté politique , qui consiste à n'obéir qu'aux loix auxquelles on a donné sa sanction soit par soi-même , soit par ses représentans. La Liberté civile n'est qu'une jouissance confirmée par l'autorité des loix d'une partie & souvent d'une très-petite partie de la Liberté naturelle, même dans les pays où l'on se vante le plus d'être libre. La Liberté politique n'est véritablement que l'exercice du droit de Souveraineté , droit qui n'a dû son existence qu'à la Société & qu'il ne faut pas confondre avec ceux pour le maintien desquels elle a été établie.

Comme le Droit de Propriété , quoiqu'antérieur à la Société , se trouve modifié dans l'ordre social , de même la Liberté naturelle y devient sujette à certaines limitations qui naissent de la même cause , la nécessité où est l'homme en Société d'assujettir à une forme régulière & commune pour tous une partie de ses actions. C'est la nature elle-même qui marque encore quelles doivent être ces actions , & la loi ne pourroit , sans attaquer la liberté , en astreindre d'autres à cette uniformité.

Ces limitations peuvent être de deux espèces : dans l'une elles restreignent la Liberté, même sur des objets où l'on pourroit avoir un motif réel & juste de ne pas se conformer à la loi : dans l'autre elles ne les restreignent que sur des objets indifférens & semblent n'ôter que la liberté de suivre ses caprices. Plus une Législation approchera de l'espece de perfection compatible avec la nature humaine, moins on y observera de ces limitations à l'exercice motivé de la Liberté : peut-être disparoîtroient-elles même absolument des loix qui obligent à la fois l'universalité des citoyens, & les limitations qui semblent n'assujettir que le caprice, y deviendront aussi de plus en plus rares.

On peut déjà tirer de ces vérités deux conséquences importantes. D'abord, puisque l'objet de la Société est par-tout le même, que par-tout elle a été instituée pour le maintien des droits qui appartiennent également à tous les hommes ; pourquoi les Loix destinées à remplir un même objet, à exercer leur autorité sur des Etres d'une même espece, seroient-elles différentes ? Toutes ont le même but, & le système de loix qui le remplira le mieux fera le meilleur pour toutes les nations. S'il peut y avoir des différences, ce n'est point dans les loix

qu'il convient de donner à différens peuples ; mais dans les moyens de ramener à ces mêmes loix ceux que des Législations différentes entre elles , mais toutes vicieuses , en ont écartés.

En second lieu les Loix ne peuvent être que des regles générales auxquelles tous les membres d'une Société doivent se conformer pour se procurer une jouissance plus certaine & plus entiere de leurs droits. Elles ne peuvent donc être légitimes qu'en remplissant ces deux conditions , l'une d'émaner d'un pouvoir légitimement institué , l'autre de ne violer en aucun points les droits naturels qu'elles doivent conserver. Cette erreur , que toute Loi faite par un pouvoir légitime est juste , n'a pu naître que dans les Républiques , dans celles même qui avoient l'apparence de la Démocratie. Par-tout ailleurs elle eût paru l'expression de la flatterie la plus abjecte. Mais cette opinion , quoique adoptée par les anciennes Républiques & renouvelée de nos jours par les plus fougueux partisans de la Liberté , n'en est pas moins une erreur. Quoi , lorsque le peuple d'Athènes eut décerné par une Loi la peine de mort contre ceux qui briseroient les statues de Mercure , une telle Loi pouvoit être juste ? Quoi , la Loi en vertu de laquelle il bannissoit de la Ville tout homme dont les talens lui faisoient

ombrage, pouvoit être une Loi légitime ? D'autres violations des droits de la nature peuvent être moins odieuses ou moins ridicules ; mais la raison qui doit les faire condamner reste dans toute sa force. Cette seconde condition est même bien plus essentielle que la première. En effet, si l'on suppose des hommes soumis à des Loix, dont aucune ne viole aucun de leurs droits, & que toutes au contraire concourent à leur en assurer la jouissance, il importera bien peu à leur bonheur que ces Loix aient reçu leur sanction sous une forme publique ou seulement par le consentement tacite qu'ils leur auroient donné. On a confondu souvent ces deux conditions, moins encore parce qu'on a vu souvent de mauvaises Loix naître dans les Constitutions absolues, car il en a existé d'aussi mauvaises dans d'autres Gouvernemens, mais parce que les Loix injustes émanées d'un seul homme paroissent telle ; aux yeux de la multitude, tandis que les injustices du peuple ne sont des injustices qu'aux yeux des sages. D'ailleurs, dans les unes c'est à quelques individus que tout un peuple paroît sacrifié, dans les autres ce sont quelques hommes qu'on a l'air d'immoler à l'intérêt ou au salut général.

Si on fuit les Sociétés dans leurs progrès, si

Pon examine suivant quel ordre & par quel moyen les richesses s'y forment & s'y distribuent , on y verra l'intérêt particulier de chaque individu le porter à s'occuper d'améliorer sa fortune. S'il est Agriculteur, ses épargnes employées à des entreprises de culture serviront à augmenter le produit de ses terres , à multiplier par conséquent la masse des denrées , à en procurer l'abondance , à en diminuer le prix. Est-ce par son travail , par son industrie qu'il peut acquérir des richesses ? Il cherchera les moyens de pouvoir dans un même temps ou produire plus d'ouvrage , ou faire des ouvrages plus parfaits & d'une plus grande valeur , & par conséquent à augmenter la somme totale de ces valeurs & à faire baisser le prix particulier de chaque objet. Le Commerçant cherchera par des spéculations plus adroites à se procurer la facilité de vendre à plus bas prix les mêmes denrées ou d'en fournir de meilleures au même prix ; il tâchera de prévoir les besoins des habitans des pays où s'étend son Commerce & de fournir à ces besoins pour un prix qui lui fasse obtenir la préférence. Les Capitalistes , pour tirer de leurs fonds un plus grand revenu , les emploieront dans les entreprises de Commerce & d'Industrie & leur donneront une activité utile au bien général. Mais plus ils assem-

bleront de Capitaux , plus la concurrence & la nécessité de ne pas laisser leurs fonds oisifs doit les obliger à baisser cet intérêt.

Ainsi dans toutes les classes de la Société, l'intérêt particulier de chacun tend naturellement à se confondre avec l'intérêt commun ; & tandis que la justice rigoureuse oblige de laisser jouir chaque individu de l'exercice le plus libre de sa propriété , le bien général de tous est d'accord avec ce principe de justice.

L'Agriculture doit être libre , parce que le cultivateur cherche nécessairement à produire le plus de denrées & à produire celles qui pour une peine & des avances égales donnent le plus grand produit. Toute gêne est donc inutile , si elle ne dérange point les spéculations des agriculteurs ; & elle nuit à la reproduction si elle les contrarie.

L'Industrie doit être libre , puisque l'intérêt de tous ceux qui s'y livrent est de mériter la préférence par la bonté du travail , ou d'en augmenter la masse. Tout privilège en ce genre est à la fois une injustice envers ceux qui ne le partagent pas , & une mesure contraire à l'intérêt général , puisqu'elle diminue l'activité de l'industrie.

Le Commerce doit être libre , parce que l'intérêt du Commerçant est de vendre beaucoup , &

d'avoir à vendre tout ce dont les acheteurs ont besoin , & que la concurrence née de la liberté est le seul moyen d'enlever aux Négocians l'intérêt & le desir de hauffer les prix. Toute gêne est donc nuisible , parce qu'elle diminue à la fois & l'activité & la concurrence.

L'Intérêt de l'Argent doit être libre , parce qu'alors il se règle toujours sur le profit qu'il rapporte à l'emprunteur , & sur la probabilité de retirer ses fonds. Si on le fixe par une Loi , en soumettant à des pertes ou à des peines ceux qui s'en écartent , on nuit à l'activité du Commerce , & l'on augmente le taux de cet Intérêt qu'on vouloit diminuer.

Quel droit peut donc avoir la Société sur ces objets ? instituée pour conserver à l'homme ses droits naturels , obligée de veiller au bien commun de tous , la justice , l'intérêt public lui prescrivent également de borner la législation à protéger l'exercice le plus libre de la propriété de chacun , à n'établir aucune gêne , à détruire toutes celles qui subsistent , à empêcher que la fraude ou la violence n'en imposent de contraire aux Loix.

Pour procurer aux hommes l'exercice paisible & libre de leur propriété , il faut nécessairement former un fond destiné aux dépenses nécessaires

pour la défense commune & pour l'exécution des Loix. D'ailleurs l'état de Société exige nécessairement des travaux publics , utiles à tous les citoyens , ou aux habitans d'une ville , d'un village , d'un canton. Ils ne doivent être faits qu'aux dépens de tous ceux qui en profitent. Mais ces mêmes travaux ne peuvent être bien exécutés , ou même le seroient souvent d'une manière nuisible au droit ou à l'intérêt d'autrui , si on leur en abandonnoit arbitrairement la direction. Enfin il peut être utile d'encourager par des récompenses des services rendus à tous. De là naît la nécessité d'une Subvention. Quel sera donc à cet égard le droit de la Société sur les individus ? On voit d'abord que la valeur de cette Subvention ne doit pas aller au-delà de ce qui est rigoureusement nécessaire au maintien & à la prospérité du peuple, ou plutôt qu'elle doit s'arrêter précisément au point où il est en général plus utile à chaque individu de payer cette Subvention que de ne pas la payer. A cette raison de justice il s'en joint une autre d'utilité publique. En effet cette portion excédente d'Impôt distribuée à des consommateurs est absolument perdue pour la culture & pour l'industrie , tandis qu'au moins une partie de cet excédent y auroit été employée , si l'Impôt ne l'eût pas enlevée aux ci-

toyens. On doit observer ensuite, que si la Société a le droit de lever une Subvention & d'exiger de chacun une partie de sa propriété, celui de gêner les individus dans la disposition de ce qui leur reste, ou dans l'usage de leur liberté, n'en est pas une conséquence. On voit enfin que cette Subvention, pour être juste, doit être distribuée proportionnellement aux avantages qu'on retire de la Société. Elle doit donc être imposée sur les propriétés, l'être directement, & l'être proportionnellement au produit net. Toute autre forme d'imposition entraînera des atteintes à la liberté des citoyens, & à l'exercice du droit de propriété. Elle seroit donc essentiellement injuste.

Les regles qui déterminent la distribution des propriétés que la mort fait vaquer, les loix relatives aux conventions qui forment les échanges, les transports ou de la propriété ou de la jouissance pour un temps, les réglemens nécessaires pour empêcher que dans l'exercice de la propriété le droit d'un autre ne soit lésé ; tels sont les objets du Droit civil.

Dans ces loix rien ne doit donc être arbitraire ; tout doit tendre, non à la plus grande utilité de la Société, principe vague & source féconde de mauvaises loix, mais au maintien de la jouis-

fance des droits naturels. Dans l'état de nature la propriété du pere , fruit de son industrie & de son travail , doit être également partagée entre ses enfans , & si un des enfans meurt sans postérité , le pere seul a des droits sur cet héritage. Ce principe suffit pour régler dans l'état social l'ordre des successions. Il s'agira seulement de reporter chaque bien , suivant que la transmission héréditaire en est connue ou qu'elle ne l'est pas , à la tige ou aux tiges les plus prochaines qui subsistent & dont il reste des descendans , & de le distribuer ensuite suivant l'ordre naturel (*). Mais quels sont les enfans d'un

(*) Supposons 1°. Un homme laissant de la postérité , on cherchera d'abord à quel degré il a des descendans encore vivans ; on partagera le bien en autant de parts égales qu'il a eu de descendans de ce degré vivans ou ayant laissé postérité , & la part de ceux qui ont laissé postérité sera distribuée de la même manière à leurs descendans. 2°. Un homme laisse un bien dont il a lui-même hérité : on cherchera le possesseur en ligne directe le plus prochain qui laisse une descendance ; s'il vit , le bien lui appartiendra ; si-non , il sera distribué comme s'il étoit au même moment vacant par sa mort. 3°. Un homme laisse un bien acquis , ou des effets mobiliers , on remontera au degré direct le plus proche dont il reste des personnes vivantes ou des des-

homme d'une femme ? Si dans la réponse à cette question on veut bien consulter la seule raison & n'écouter de préjugés d'aucune espèce ; si ensuite on veut bien convenir que la femme égale en tout l'homme , doit jouir absolument des mêmes droits ; si on se rappelle dans quelles limites étroites le droit de la société sur la liberté des individus doit être resserré , on trouvera facilement quelle législation sur les mariages & sur les droits des enfans nés hors du mariage fera la plus conforme à la justice & concourra le mieux à remplir l'objet primitif de toute Association politique : on verra que rien dans cette partie , comme dans aucune autre , ne doit être arbitraire , ne doit dépendre de la constitution , du climat , des mœurs , ou des opinions du peuple.

cendans ; on partagera alors également le bien entre toutes les tiges de ce degré , & la portion de ceux qui n'existent plus sera partagée entre leurs descendans comme dans l'article premier. 4°. Un homme laisse-t-il un bien qui n'a été transmis qu'en ligne collatérale , on commencera par remonter au premier possesseur & on le distribuera comme un bien meuble que le possesseur auroit laissé vacant au moment même. Par ce moyen on auroit des loix justes & tellement simples & claires , que l'application ne feroit jamais qu'une opération de combinaisons & de calcul.

Le Droit de Propriété n'est pour chaque individu que celui d'user librement de ce qui lui appartient. On ne peut regarder le Droit de tester , c'est-à-dire , d'avoir une volonté toujours révocable , de disposer de ce qu'on possède au moment où on cesse de le posséder , comme une suite de la Propriété. Ainsi point de Testament , point même de ces Dispositions qui , en cédant une propriété , reglent pour un temps indéfini la forme , l'emploi qu'on en doit faire. Toute Fondation , toute Propriété appartenante à un Corps , à une Communauté , doit être à la disposition de l'Etat quant à la maniere d'en jouir & de l'employer.

C'est de la nature que naît le Droit de Propriété ; toutes les Propriétés fictives ne doivent être que des représentations des Propriétés réelles , & la Société ne doit pas en créer arbitrairement , comme elle le fait , en donnant des Privilèges dans la Librairie ou dans les Arts , des Droits de Chasse , d'Usine ou de Pêche sur les rivières.

Suivant le Droit naturel , la Chasse appartient à chaque Propriétaire sur son terrain ; la Pêche aux Propriétaires riverains & à tous ceux qui ont le droit de parcourir la rivière ; les Usines à ces mêmes Propriétaires pris collectivement , parce que chacun d'eux n'en peut

Jouir séparément sans nuire à l'exercice de la propriété des autres.

Nous voyons ici naître la nécessité des loix de Police , c'est-à-dire , des regles auxquelles doivent être assujettis les hommes dont les habitations, les propriétés se mêlent & se touchent , pour que la libre jouissance de leurs droits ne nuise ni aux droits , ni à la sûreté , ni à la santé , ni au bien-être de leurs voisins.

Toute distinction héréditaire, si elle a quelque effet civil , si elle donne quelque droit , toute prérogative personnelle , si elle n'est pas la suite nécessaire de l'exercice d'une fonction publique , est une atteinte au Droit naturel des autres hommes , un pas fait contre le but primitif de la Société , & par conséquent une véritable injustice.

C'est ainsi qu'en ne s'écartant jamais de l'équité , en se conformant à l'objet de la Société , on parviendrait à une Législation simple , déduite toute entière des principes de la raison universelle , & à détruire cette complication des loix qui n'est pas un des moindres fléaux de l'humanité.

Le Droit qu'a la Société de punir les coupables doit être regardé comme une condition des avantages que la Société leur a procurés.

Sans

Sans cela il se borneroit , comme celui de la guerre , à ce qui est strictement nécessaire pour ôter à l'ennemi les moyens de nuire. Les Peines ne sont légitimes qu'autant qu'elles n'excéderont pas ce qui paroîtra suffisant pour détourner du crime dans le cas où il n'est commis que par des motifs communs à la plupart des individus ; & elles doivent , autant qu'il est possible , punir dans les mêmes passions qui les font commettre. Enfin elles doivent être proportionnées aux crimes , c'est-à-dire , diminuer & croître en même temps que l'importance du tort fait à l'individu qui en a été la victime , ou l'intérêt qu'a la Société de les réprimer.

Mais il ne faut pas perdre de vue que la certitude de la Punition fait plus d'impression sur celui qui est tenté de commettre des crimes , & donne un exemple plus propre à les prévenir , que la sévérité des Loix & l'atrocité des Supplices.

La forme des Jugemens doit être telle que tout homme de sang froid & doué de raison puisse dire : “ Je consens à me soumettre à
 „ une Législation où l'on a pris toutes les pré-
 „ cautions possibles pour me mettre à l'abri du
 „ crime d'un autre ; qui , si je suis accusé in-

„ justement ne m'expose à aucun danger sen-
 „ sible , à aucune gêne , à aucune privation
 „ inutile ; qui enfin , si je suis coupable , ne me
 „ fait éprouver qu'un traitement dont je sens
 „ aujourd'hui la justice. „

Qu'ainsi l'Accusé soit traité avec la même
 humanité , les mêmes égards qu'on lui devrait
 si son innocence étoit prouvée.

Qu'il ne soit privé de la Liberté que dans
 le cas où le crime dont on l'accuse seroit puni
 d'une peine plus grave que l'Expatriation ; qu'a-
 lors même , s'il n'est que soupçonné , on se con-
 tente de le citer , de l'obliger à une résidence
 fixe & de le veiller , en sorte qu'il soit arrêté
 seulement dans le cas où il chercheroit à s'échap-
 per ; qu'autrement il ne soit condamné à la pri-
 son qu'à l'instant où des preuves apportées con-
 tre lui seront suffisantes pour le déclarer coupa-
 ble , si dans la suite de l'Instruction il ne parve-
 noit à les détruire.

Que pour enlever au crime l'espérance d'é-
 chapper à la poursuite des loix , pour mettre
 les citoyens à l'abri de celle de la vengeance ,
 un Accusateur public soit seul chargé de pour-
 suivre les crimes : mais que la loi accorde à l'Ac-
 cusé pauvre & privé d'appui le secours d'un Dé-
 fenseur public , sans lui ôter cependant le droit
 de se choisir d'autres Conseils.

Que le témoin qui a fait un faux témoignage ne soit exposé à aucune peine s'il se rétracte avant l'exécution du Jugement.

Que durant toute l'Instruction, l'Accusé soit admis à donner des preuves de son innocence. Que l'Instruction soit absolument publique , & que les Procédures soient imprimées aux dépens de l'Etat à une époque fixée avant le Jugement (*).

Qu'il soit établi par la loi quelles Preuves sont nécessaires pour condamner, de peur que dans une circonstance particulière , la raison des Juges ne soit la dupe des apparences : mais que ces mêmes preuves ne soient pas regardées comme suffisantes si elles ne le paroissent pas à la raison des Juges , afin que l'Innocent ne soit pas la victime ou du hazard qui auroit rassemblé ces preuves contre lui, ou des erreurs que le Législateur a pu commettre en regardant

(*) M. Turgot croyoit que l'Impression de toutes ces Procédures étoit le moyen le plus sûr d'épargner aux Citoyens le danger & aux Juges le malheur ou le crime d'une condamnation injuste. Il avoit fait le calcul de la dépense de cette Impression , & avoit trouvé qu'elle étoit fort éloignée de pouvoir être un motif suffisant de se priver d'une institution si utile.

ces preuves comme devant toujours produire une conviction complète.

Que la loi détermine ce qui est véritablement un Crime; qu'elle indique d'une manière précise & chaque espece de crime, & la peine qui doit y être attachée, sans qu'il y ait jamais rien à prononcer dans le Tribunal, ni sur la qualification des actions, ni sur l'étendue de la peine, mais seulement sur le fait allégué.

Que le Tribunal qui juge soit formé d'hommes éclairés choisis dans les classes qui ne partagent pas les préjugés populaires, de peur que ni la nature du crime, ni l'impression qu'il produit sur les esprits, ne les exposent à condamner un innocent. Que le Tribunal ne soit chargé que de cette fonction seule; qu'il ne soit pas formé de membres perpétuels, afin que les intérêts de leur Compagnie ou l'Esprit de Corps ne puissent les égarer dans leurs Jugemens. L'intérêt qu'ont tous les individus à ce qu'aucun crime ne soit impuni, rend ces deux conditions nécessaires; & il faut éviter également ou l'ignorance & les préjugés de Jurés appelés au hasard à ces fonctions importantes, ou l'indifférence & l'Esprit de routine de Juges qui en feroient un métier.

Que le Tribunal soit assez nombreux pour qu'un nombre suffisant de Récusations non-motivées mette l'Accusé à l'abri des influences secrètes ; & qu'en même temps les membres du Tribunal soient choisis avec assez de soin pour que ces Récusations ne puissent donner à aucun coupable l'espérance de l'impunité.

Qu'on exige , pour condamner , une très-grande pluralité , & qu'on renvoye l'Accusé si cette pluralité est moindre ; sans obliger les Juges à changer d'avis , puisque leur décision doit être inspirée par la vérité seule.

Que si malgré toutes ces précautions il existe encore quelque doute , ce soit toujours en faveur de l'Accusé qu'il s'interprète ; & que pour les peines les plus graves , & sur-tout pour celle de mort , si jamais elle peut être juste , l'exécution n'ait lieu qu'après le consentement du Magistrat suprême , afin de laisser un dernier recours à l'innocence opprimée.

Maintenir la libre jouissance des Droits naturels des hommes contre la fraude & contre la violence ; soumettre à des formalités légales les conventions naturellement légitimes qu'ils peuvent former entre eux ; établir des formes régulières d'acquérir , de transmettre , de rece-

Voir la Propriété ; assujettir à des regles communes celles des actions des hommes que dans l'état social le maintien des droits de chacun exige qu'on y soumette ; c'est-là que finissent les Droits de la Société sur les individus. Le reste des Loix ne peut avoir pour objet que de régler la maniere dont la Puissance publique doit exercer ses fonctions. La Religion ne doit pas plus être l'objet des Loix que la maniere de s'habiller ou de se nourrir.

La Société, en rapprochant les hommes les uns des autres, augmente l'influence de chacun sur le bonheur d'autrui ; & quoique dans un sens rigoureux les devoirs puissent se réduire à la Justice, c'est-à-dire, à ne violer aucun des Droits naturels d'aucun autre homme , cependant il a dû naître de cette influence des devoirs d'une autre nature, qui consistent à diriger notre conduite de maniere à contribuer au bonheur des autres. La récompense de ces vertus est au fond de notre cœur & dans la bienveillance de ceux qui nous entourent. Bien peu d'hommes sont appelés aux vertus publiques qui exigent de grands sacrifices. Dans un Etat soumis à des Loix sages, rarement ces vertus seroient nécessaires, & dans les autres elles sont encore plus rarement utiles. Ce sont donc les

vertus domestiques , celles qui conviennent à tous les hommes , celles par lesquelles chacun influe sur le bien-être de ceux qui ont avec lui des relations particulières , ce sont ces vertus qui , si elles étoient communes , contribueroient le plus au bonheur général d'une grande Société.

Mais ces mêmes vertus privées qui renferment ce qu'on appelle les mœurs , n'ont été généralement pratiquées chez aucun Peuple. Elles sont incompatibles avec l'esclavage domestique & les outrages à la nature humaine qui en sont la suite nécessaire , avec le mépris barbare pour les nations étrangères , en un mot , avec les usages & l'esprit des nations anciennes : on les chercheroit aussi vainement chez les nations féroces & superstitieuses qui ont succédé aux Romains , ou chez les Peuples esclaves de l'Asie. Elles sont rares encore parmi nous qui avons ajouté toute la corruption de l'esprit mercantile aux restes honteux des préjugés de nos pères. Mais pourquoi chez aucun Peuple n'a-t-il donc existé de bonnes Mœurs ? C'est qu'aucun n'a eu de bonnes Loix ; c'est que par-tout les Loix ont flatté les vices de l'humanité au lieu de les réprimer ; c'est que par-tout , faites au gré de la volonté du plus fort , elles ont consacré le Despotisme des hommes sur les femmes , des pères sur les en-

fans , des maîtres sur les esclaves , des riches sur les pauvres , des grands sur les petits , ou de la populace sur les citoyens. Interprètes fideles de la vanité , elles ont séparé les hommes en ordres , en classes , & contrarié la nature qui tend à les réunir. Par-tout elles ont prêté l'appui de la force à la charlatanerie , au monopole , qui cherchent à étouffer l'honnête & paisible industrie ; par-tout elles ont violé dans les Loix criminelles les droits de l'humanité , offensé dans les Loix civiles ceux de la propriété , ceux de la liberté dans la législation des Impôts & de l'Administration. Par-tout leur complication , comme leurs dispositions injustes , tendent à inspirer le desir de la fraude , à rendre les hommes ennemis , à leur créer des intérêts opposés. Par-tout elles ont favorisé l'inégalité des fortunes qui plonge une petite partie des citoyens dans la corruption pour condamner le reste à l'avilissement & à la misère.

Supposons maintenant ces Législations remplacées par celles que la nature & la raison nous indiquent. Tout doit nécessairement changer. Des loix sur les Mariages plus conformes à la nature , & des loix qui partageroient les Successions entre tous les enfans , tendroient également à faire régner la paix dans les familles , & à di-

vifier les fortunes avec plus d'égalité. La liberté du Commerce & de l'Industrie favoriseroit cette distribution plus égale & empêcheroit en même temps la portion la plus pauvre & la plus foible de la Société d'éprouver l'oppression & de gémir dans la dépendance des Commerçans riches, des Fabriquans privilégiés. Un ordre d'impositions toujours simple, toujours exempt de vexations, rendroit à la fois de la douceur & de l'énergie à l'ame du Peuple dégradée ou révoltée par l'action toujours présente de la Tyrannie fiscale. Alors on ne verroit plus ces fortunes de Finance & de Banque, source de luxe & de corruption pour celui qui les possède, & d'avilissement pour ceux qui lui portent envie ou qui se vendent à ses passions. La suppression de ces distinctions humiliantes entre les Classes de citoyens qui perpétuent les richesses & l'orgueil de quelques familles, empêcheroit une partie de la Société de se croire née pour se soumettre à l'orgueil & aux caprices de l'autre, ou pour se venger de l'oppression par la fraude. Les mœurs gagneroient encore à la destruction de cette foule de petites places inutiles dans une Administration bien ordonnée, qui données à la protection ne servent qu'à nourrir l'oïveté, l'intrigue, l'esprit de servitude; & les vices disparaîtroient, parce

qu'on auroit détruit les causes qui les produisent.

C'est par des Loix sages qui tendent à diviser les Propriétés que le Luxe doit être attaqué. Il naît des inégalités de fortune, & il en est la suite nécessaire. Les Loix somptuaires sont injustes, nuisent à l'industrie ; elles sont éludées, ou en assurant la durée des fortunes dans les familles, elles servent à maintenir cette inégalité dont les effets sont plus dangereux que ceux du luxe.

C'étoit dans les mauvaises Loix que M. Turgot voyoit la source des mauvaises Mœurs, (*) & c'est par cette raison qu'ayant des principes de Morale très-purs auxquels il avoit religieusement soumis sous sa conduite, il avoit tant d'indulgence dans ses jugemens. Tout ce qui ne portoit point le caractère de la bassesse, de la fausseté, de la dureté, du mépris pour les droits des hommes, de la tyrannie, trouvoit facilement grace à ses yeux éclairés ; il y voyoit la faute des Institutions sociales plus que celle des hommes ; &

(*) On a beaucoup répété le mot d'un ancien, *quid vana sine moribus leges proficiunt*. Il y a peu de maximes plus anti-philosophiques & qui aient fait plus de mal. La maxime contraire, *quid vana sine legibus mores proficiunt*, feroit plus vraie.

lorsque ces foiblesses & ces vices étoient joints à des qualités estimables ou à des vertus réelles, il croyoit que ces vertus appartenotent à l'homme même & que le reste ne lui étoit qu'étranger.

Le véritable intérêt des peuples est donc d'être assujettis à une Législation qui respectant tous les droits des hommes, soit uniquement occupée de les en faire jouir, & qui fidele aux principes d'une raison éclairée, ait cherché les moyens les plus sûrs & les plus simples de parvenir à ce but.

Quelle que soit la Constitution à laquelle le Peuple est soumis, un Commerce libre, une Industrie sans entraves, un Impôt levé directement sur les terres, des Loix civiles simples, des Loix criminelles humaines & justes, qui, toutes fondées sur la nature de l'Homme & des Sociétés, & déduites de ces principes par la raison, doivent être par-tout les mêmes; voilà ce qui par-tout fera le bien du Peuple, ce qui par-tout peut faire naître le bonheur & les vertus.

Si l'on s'est écarté de ces principes, l'intérêt du peuple est encore qu'on s'en rapproche, quels que soient son Gouvernement, ses Mœurs, sa Religion, ses Usages, ses opinions. C'est donc à établir quelles doivent être ces Loix, à trouver les moyens de les rendre aussi simples, aussi parfaites qu'on peut l'espérer, que doivent s'exer-

cer les Ecrivains politiques , & non à chercher quelles Loix conviennent à un degré de latitude plutôt qu'à un autre , quelles Institutions font plus propres à exalter certaines passions , à favoriser les intérêts de quelques classes , à soutenir différentes especes de tyrannies , & à perpétuer des préjugés plus ou moins absurdes.

En supposant des Loix faites sur ces principes, malgré quelques abus particuliers d'autorité, le sujet d'un Monarque seroit encore réellement plus libre qu'il ne l'est dans la plupart des Constitutions prétendues Républicaines où l'on se vante de jouir de la liberté. En effet, si on examine les Gouvernements qui osent se dire libres , on y verra les hommes soumis à une foule de gênes réelles qu'ils sentent, dont ils gémissent, mais contre lesquelles ils ne réclament point, parce qu'elles n'entrent pas dans l'idée d'esclavage , telle que leurs préjugés la leur donnent. Si on considère ensuite les Etats où la Liberté politique n'existe pas même en apparence , on verra que la plupart des vexations dont on s'y plaint naissent des défauts de la Législation & non de la privation de cette liberté.

Si des Loix justes y étoient établies , si elles étoient consacrées par l'opinion commune comme

les seules qui soient conformes à la raison & à la nature , ces Loix seroient respectées. Il suffit pour le prouver , de jeter les yeux sur cette foule de Loix absurdes qui ont avili ou tourmenté l'espece humaine , & dont aucune n'a été rendue sans un motif fondé sur quelque erreur populaire. Avec des Loix simples on auroit bien peu à craindre d'un Gouvernement devenu presque sans action , puisqu'il auroit renoncé à la manie de tout régler , de tout diriger. On n'auroit plus à redouter cette Aristocratie qui domine par-tout & qui n'est née que de l'inégalité des richesses. Tous les moyens indirects d'opprimer seroient détruits , & des abus d'autorité directs & faits à découvert ne peuvent qu'être très-rare , n'attaquent qu'un petit nombre d'individus , n'ont lieu enfin que dans des circonstances extraordinaires (*).

Si l'on considère les rapports d'un Peuple à

(*) Un Prince a très-rarement un intérêt réel d'abuser du pouvoir , & il est le seul dans un Etat monarchique qui puisse en abuser d'une manière directe. Les Ministres peuvent avoir plus que lui l'intérêt d'opprimer , & les grands ou les agens subalternes du Gouvernement plus que les Ministres ; mais ni les uns ni les autres ne peuvent exercer qu'une oppression indirecte.

un autre , on peut dire que l'intérêt national n'existe pas dans ce sens où l'on suppose ces intérêts opposés. En effet, si les chefs d'une Nation peuvent trouver un avantage réel à foumettre un autre Peuple, cet avantage ne peut s'étendre sur le Corps entier de la nation. Plus un Peuple sera entouré de voisins riches, puissans, ayant de l'industrie, plus il trouvera chez eux de ressources pour ses besoins, d'encouragement pour son industrie. Il sera sans doute obligé de ne cultiver que les denrées auxquelles son sol est le plus propre, de n'exercer que les genres d'industrie où il peut soutenir la concurrence ; mais loin que ce soit une perte pour lui, c'est au contraire un bien pour tous. La liberté du Commerce étranger est pour un Peuple le seul moyen de mettre le Commerce à l'abri du monopole. Il lui importe également que dans la vente de ses denrées la concurrence étrangère le rende indépendant des Commerçans nationaux, & que cette même concurrence, en lui apportant les marchandises étrangères, le défende contre l'avidité de ses Manufacturiers. Quand même les autres nations rejetteroient ses denrées, lui fermeroient leurs Ports, son intérêt seroit encore que les siens leur restassent ouverts : une réciprocité de prohibitions

ne feroit qu'à le priver du fecours des étrangers , & le condamner à payer plus cher fes besoins. L'intérêt commun des Peuples eft d'être bien gouvernés chez eux , d'être juftes envers les étrangers comme envers les citoyens , de conferver la paix avec les nations voisines. Les guerres de vanité , les guerres d'ambition , les guerres de commerce font également fans objet. Jamais un Peuple ne peut avoir intérêt ni d'en attaquer un autre , ni de gêner fa liberté , ni de s'emparer à fon exclusion d'une branche de Commerce ; & l'on peut dire en général & dans le même fens , que l'intérêt d'une Nation eft d'accord avec l'intérêt commun de toutes , comme on a dit que l'intérêt bien entendu de chaque individu , s'accordoit avec l'intérêt commun de la Société. Plus les Peuples auront de bonnes Loix , plus les guerres feront rares. Ce font les mauvaiſes Loix qui produiſent , & les haines nationales , & ces paſſions inquietes & turbulentes qui ont agité tant de nations.

Que des idées fi ſimples & fi naturelles aient été fi long-temps ignorées , on ne doit pas en être ſurpris , ſi on ſonge combien , depuis les temps hiſtoriques , il y a eu peu de pays où quelques hommes aient cultivé leur raifon , &

pendant combien peu de temps ils ont pu la cultiver librement. La méthode qui nous conduit à des vérités précises par l'Analyse de nos idées, n'a été connue que pour les Sciences mathématiques avant le dernier siècle. C'est à la fin du même siècle & dans celui-ci qu'elle s'est étendue sur toutes les parties des connoissances humaines, & qu'en même temps elle s'est répandue dans presque toutes les nations de l'Europe. Mais il paroîtra peut-être plus étonnant que la plupart de ces vérités de l'économie politique n'aient pas été adoptées par tous les esprits dans le moment où elles leur ont été présentées. On peut en accuser sans doute jusqu'à un certain point l'intérêt & les passions; mais cette cause ne suffiroit pas. Ceux qui ont un intérêt du moins momentané de combattre ces vérités, ne forment ni la partie la plus nombreuse de la Société, ni celle qui exerce le plus d'empire sur l'opinion générale. Quelle est donc la cause du peu de progrès qu'ont fait jusqu'ici des vérités si simples & si importantes?

La plupart des hommes, soit par le vice de leur éducation, soit pour n'avoir pas contracté l'habitude de réfléchir, ne jugent point par eux-mêmes & reçoivent d'autrui toutes leurs opinions.

nions. Pour juger par soi-même, il faut savoir analyser les propositions qu'on examine & les preuves sur lesquelles on les appuie; examen qui exige du temps, du travail, &, pour presque toutes les questions, des études préliminaires. Dans les Sciences physiques, on convient sans peine de son ignorance, on avoue que pour les entendre on a besoin de les étudier, on connoît ceux qui passent pour être instruits, on s'en rapporte à eux, & il suffit que les gens éclairés conviennent d'une vérité pour que le reste la croie & la professe. Il n'en est pas de même dans l'Economie politique. Chacun s'y croit Juge; on n'imagine pas qu'une Science qui n'emploie que des mots de la langue usuelle ait besoin d'être apprise; on confond le droit social d'avoir un avis sur ce qui intéresse la Société, avec celui de prononcer sur la vérité d'une proposition, droit que les lumières seules peuvent donner. On veut juger & on se trompe. (*)

(*) M. Turgot disoit souvent que si une Assemblée d'Etats, une Compagnie de Magistrature, un Corps de Prélats & de Docteurs vouloient juger d'après eux-mêmes des questions d'Astronomie & de Physique & croyoient avoir le droit de les décider, ils se tromperoient aussi souvent que sur les objets d'Administration,

Connoître la vérité pour y conformer l'ordre de la Société , telle est l'unique source du bonheur public. Il est donc utile , nécessaire même, d'étendre les lumieres & sur-tout de les répandre. Dans une nation où le grand nombre seroit véritablement éclairé & libre de préjugés , il ne pourroit s'établir que des Loix justes & sages ; & en même temps une nation qui auroit reçu ces Loix du génie d'un homme supérieur , ne pourroit rester long - temps dans l'ignorance. Sans doute la plupart des hommes , obligés d'embrasser pour vivre une profession qui remplit tout leur temps , ne peuvent employer à s'instruire qu'un espace très-court ; mais d'abord il est aisé de sentir que si les Loix étoient bonnes , si elles ne condamnoient aucune classe de citoyens à l'humiliation , si elles favorisoient la division des propriétés & des richesses , le nombre des pauvres seroit moindre , & le temps que dans chaque famille on pourroit consacrer à l'éducation seroit moins resserré.

de Commerce , de Législation , &c. & il eût pu en citer plus d'un exemple. Dans ce moment l'histoire du Magnétisme ou du Blétonisme ne prouve-t-elle pas également à quel point l'opinion peut s'égarer lorsque les ignorans cessent en Physique de croire les savans sur leur parole.

En examinant les connoissances physiques , morales , politiques , qu'il feroit à désirer de donner à tous les hommes , qui suffiroient à tous pour l'usage commun de la vie , qui ne font pas au-dessus de la portée des esprits les moins propres à l'étude , qui développeroient le germe des talens dans ceux en qui la nature l'a placé , qui serviroient enfin à diminuer l'inégalité entre les hommes des différentes classes , & même ceux des effets de l'inégalité naturelle ou de l'inégalité d'instruction qui peuvent être nuisibles , M. Turgot avoit observé que l'obstacle qui s'opposoit à ce que tous les hommes puissent acquérir ces connoissances , ne venoit pas de la nature , mais de nos Institutions arbitraires.

Si l'on n'enseignoit aux enfans que des vérités , si on ne leur parloit que de ce qu'ils peuvent entendre , il n'y auroit presque plus d'esprits faux.

On apprendroit plus aisément à lire & à écrire correctement une Langue dont l'Orthographe répondroit exactement à la prononciation. (*)

(*) M. Turgot avoit formé une liste complete de tous les sons de la Langue , à chacun desquels il proposoit d'attacher un caractère. Comme toutes les nuances de la prononciation entroient dans cette liste , il avoit

Si les poids , les mesures étoient par-tout uniformes , si leurs divisions étoient formées d'après une méthode simple & commode ; outre les avantages qu'en retireroit le Commerce , la facilité d'acquérir des idées justes & nettes sur un objet important dans toute la conduite de la vie , auroit encore plus d'un genre d'utilité.

Une Morale fondée sur la nature de l'homme & sur la raison , où l'on commenceroit l'instruction par l'analyse & le développement des idées morales , trouveroit un accès facile dans tous les esprits.

Si les Loix étoient de simples conséquences des principes généraux du Droit naturel , presque tous les hommes en pourroient acquérir une connoissance suffisante pour régler leur conduite ; non-seulement parce que ces Loix seroient plus simples , qu'elles embrasseroient moins d'objets , qu'elles pourroient être écrites dans un style plus intelligible , mais encore parce qu'étant liées entre elles & déduites des mêmes principes ,

porté à trente-huit au moins le nombre de ces caracteres , au moyen desquels on auroit appris à lire & à écrire en même temps avec beaucoup de facilité. Ce travail ne s'est pas retrouvé dans ses papiers.

elles se graveroient plus aisément dans la mémoire. (*)

Si enfin on avoit mis dans les Sciences physiques & dans l'application de ces Sciences aux Arts plus de Philosophie & de méthode, on sent combien leurs élémens seroient plus faciles à apprendre. Puis donc que l'établissement d'une éducation publique vraiment digne de ce nom n'est pas une chimere, le soin de l'établir & de la perfectionner devient un des premiers devoirs des Chefs d'une nation, & ils doivent se garder

(*) On doit être effrayé sans doute lorsqu'on voit dans l'Europe entière les hommes assujettis à une foule de Loix civiles & politiques qu'ils ne peuvent entendre. L'Angleterre n'est pas exceptée du malheur général. 1°. Dans ses Loix criminelles, tout ce qui ne tient pas à la procédure est presque aussi embarrassé, aussi obscur que chez les autres Peuples. 2°. Ses loix civiles sont un chef-d'œuvre de subtilité juriste, & prouvent combien est défectueuse cette Constitution si vantée qui n'a pas même songé à réformer cet abus. 3°. Sa Législation du Commerce, des Manufactures, des Finances, ne le cede ni en complication, ni en déraison à celle d'aucun Peuple connu. 4°. Sa Législation politique n'est pas même exempte de ce défaut, & la dernière querelle sur la légitimité de l'élection de Westminster, c'est-à-dire sur la question la plus importante pour la liberté du Peuple, en est une preuve sensible.

sur-tout de l'abandonner aux Prêtres , dont l'influence directe sur la Morale du Peuple est incompatible avec le bon ordre des Sociétés.

M. Turgot regardoit comme très-importante toute méthode de simplifier , de rendre plus faciles les opérations de l'esprit quelles qu'elles fussent. On ne peut détruire l'inégalité d'intelligence , de lumière entre les individus de l'espèce humaine ; elle est une suite de la Nature comme de l'état de Société ; il seroit nuisible d'arrêter les efforts des hommes supérieurs : mais , (& c'est le but que l'on doit se proposer dans la Société) il est possible de faire en sorte que tous les hommes étant instruits de ce qu'ils doivent savoir , étant préservés des erreurs par l'éducation, étant à l'abri des prestiges de la charlatanerie dans tous les genres , la supériorité des connoissances ou du talent soit un avantage pour ceux qui la possèdent , sans qu'ils puissent trouver dans cette supériorité le moyen de tenir les autres dans la dépendance , ou de les rendre victimes de leur adresse. C'est sur-tout en facilitant l'instruction par la simplicité & la netteté des méthodes , en faisant naître , en fortifiant l'habitude de recevoir , d'adopter des notions claires, que l'on peut parvenir à ce but. La justesse de l'esprit suffiroit alors , pour que les hommes n'eussent aucun avan-

tage sensible les uns sur les autres dans les fonctions communes de la vie ; car la justesse est de toutes les qualités celle qui influe le plus sur les détails de la conduite , & celle que la nature a le plus universellement & le plus également répandue (*).

Tout obstacle au progrès des lumieres est un mal. Que l'Impression soit donc libre. D'abord on ne peut restreindre cette liberté sans gêner l'exercice des Droits naturels. Qu'est-ce en effet qu'imprimer ? C'est soumettre aux yeux des autres hommes ses opinions , ses idées. Or qu'y a-t-il dans cette action de contraire aux droits d'autrui ? D'ailleurs l'examen des opinions , des pensées d'un autre , n'est-il pas une des routes qui peuvent conduire à la vérité ? elle est un bien réel , & dès-lors la Société ne peut avoir le droit de priver aucun individu d'un moyen de la connoître. Le danger de l'abus de l'Imprimerie est nul. S'il s'agit d'opinions générales , toute vérité est utile , & une erreur imprimée ne peut

(*) Si on songe que chez tous les peuples sans exception , l'éducation a consisté & consiste encore en très-grande partie à remplir d'absurdités la tête des enfans , on conviendra que les faits sont plus favorables que contraires à cette opinion.

être dangereuse à moins qu'on ne soit pas libre de l'attaquer. S'agit-il de discuter des droits particuliers, des actions qui ont quelque influence sur l'ordre public? ce feroit alors que les restrictions à la liberté d'imprimer deviendroient plus tyranniques encore, puisqu'au droit général d'exposer ses idées, se joint ici le droit non moins sacré de discuter ses intérêts.

Qu'on examine donc d'après les principes du Droit naturel, dans quel cas un Imprimé peut être un crime; qu'alors, comme pour les autres délits, on fixe en quoi il consiste; qu'on détermine les moyens de le constater, & qu'on le soumette à une peine. Mais que chaque citoyen conserve le droit d'imprimer comme celui d'employer à son usage un instrument utile, dont il pourroit abuser pour commettre un crime (*).

(*) M. Turgot avoit formé le plan de cette partie importante de la Législation. Dans aucun pays de l'Europe la Liberté de la Presse n'existe réellement; partout elle est restreinte par des Loix. A la vérité en Angleterre ces Loix sont tombées en désuétude, ou plutôt sont exécutées arbitrairement; & comme l'opinion publique est pour la liberté, les décisions des Jurés sont presque toujours en sa faveur. Il en résulte un inconvénient: les Libelles y sont tolérés au-delà

M. Turgot regardoit l'Imprimerie comme l'invention la plus utile aux hommes. C'est elle qui leur assure la jouissance de la vérité & ces avantages précieux que recevra chaque génération nouvelle du progrès toujours croissant des lumieres. Par-tout où la Liberté de la Presse sera établie, la vérité finira par triompher de l'erreur & les abus disparaîtront à la longue. Les grandes injustices particulieres seront plus difficiles, car l'opinion générale dirige l'autorité, quels qu'en soient les dépositaires; mais pour qu'elle ait toute sa force & pour que sa force soit bien employée, il faut que cette opinion soit publique & prononcée.

Il y a loin des principes politiques de M. Turgot à ce qu'il trouvoit établi chez la plupart des nations, & l'espérance de les voir s'en rapprocher est encore bien éloignée. Toutes peut-être y parviendront un jour; mais si la sagesse des Gouvernemens, si les efforts des hommes éclairés doivent hâter ce moment dans les différens pays, ce ne doit pas être par les mêmes moyens: & c'est sur-tout relativement à la facilité plus ou moins grande de se rapprocher du véritable bien qu'il

des justes bornes, ce qui a contribué à diminuer & presque à détruire en Angleterre le ressort de l'Honneur.

faut examiner les Constitutions, les Usages, les Préjugés des différens Peuples.

Une Constitution républicaine est la meilleure de toutes. C'est celle où tous les Droits de l'homme sont conservés, puisque celui d'exercer le pouvoir législatif, soit par lui-même, soit par ses représentans, est un de ces Droits. M. Turgot disoit souvent, *Je n'ai jamais connu de Constitution vraiment républicaine* (*), c'est-à-dire, de pays où tous les Propriétaires eussent un droit égal de concourir à la formation des Loix, de régler la Constitution des Assemblées qui rédige & promulguent ces Loix, de leur donner la sanction par leur suffrage, & de changer par une délibéra-

(*) M. Turgot avoit cessé de vivre avant la fin de la Guerre, & il craignoit pour les Etats-unis d'Amérique l'influence de l'esprit mercantile & celle des préjugés Anglois relativement à la Constitution des Etats, à l'Impôt, aux Loix prohibitives, aux Commerces exclusifs, &c. Voyez sa lettre à M. Price. L'époque de la Paix étoit pour ces Etats un moment de crise, & il étoit difficile d'en prévoir les suites. Même aujourd'hui il le feroit encore de prononcer sur leur avenir, puisque le sort de la Liberté Américaine est attaché à l'existence de l'Aristocratie héréditaire & militaire, que les Officiers de l'Armée ont essayé d'établir sous le nom d'Ordre de Cincinnatus.

tion régulière la forme de toutes les Institutions publiques. Par-tout où ces droits n'existent pas d'une manière légale, il n'y a pas de République, mais une Aristocratie plus ou moins vicieuse à laquelle on en a donné le nom : & on regardera comme les plus nuisibles au bonheur commun, celles où les hommes qui exercent l'autorité ont un intérêt contraire à l'intérêt général, parce qu'alors ce sont celles où volontairement on fait le plus de mal. Ensuite viennent celles qui opposent le plus d'obstacles aux lumières, où il faut plus d'efforts & de temps pour ramener l'opinion publique à la vérité, celles où cette opinion publique a moins de puissance, celles enfin où il est le plus difficile de former & de suivre un plan régulier de réformation.

Le droit de contribuer avec égalité à la formation des Loix est sans doute un droit essentiel, inaliénable & imprescriptible qui appartient à tous les Propriétaires. Mais dans l'état actuel des Sociétés, l'exercice de ce droit seroit presque illusoire pour la plus grande partie du Peuple, & la jouissance libre & assurée des autres droits de la Société a une influence bien plus étendue sur le bonheur de presque tous les citoyens. D'ailleurs ce droit n'a plus la même importance si l'on regarde les Loix, non comme l'expression

de la volonté arbitraire du plus grand nombre ; mais comme des vérités déduites par la raison des principes du Droit naturel , & adoptées comme telles par la pluralité. La seule différence alors est que , ce consentement à ces vérités est tacite dans une Constitution , tandis que dans une autre il est public & assujetti à des formes légales & régulières : ainsi au lieu de l'intérêt très-grand de n'être pas soumis à la volonté arbitraire d'un autre , on a celui de n'être soumis qu'à une raison éclairée qui n'impose que des Loix utiles au bonheur général , & de vivre sous une Constitution qui puisse donner une espérance bien fondée de voir s'établir de telles Loix.

Sous ce point de vue les Monarchies ont de grands avantages. 1°. Le Monarque n'a & ne peut avoir aucun intérêt de faire de mauvaises Loix , avantage qui n'existe dans aucune Aristocratie , c'est-à-dire dans aucun des Gouvernemens républicains anciens & modernes de notre Hémisphère. 2°. Souvent il peut agir conformément à l'opinion des hommes éclairés , sans attendre qu'elle ait entraîné l'opinion générale , & il doit opposer moins de résistance à l'ordre naturel qui tend à rendre cette opinion de plus en plus conforme à la vérité. 3°. Enfin on peut espérer dans cette Constitution que les mauvaises

loix seront attaquées avec moins de ménagement, & suivant un plan plus régulier & mieux combiné. Des Peuples naissans ou peu nombreux peuvent seuls avoir un Législateur qui ne soit pas un Monarque.

On ne peut pas dire qu'un Monarque soit intéressé à défendre la discussion des principes de la Législation, & à empêcher sa nation de connoître quelles loix contribueroient le plus au bonheur public. En effet, si la félicité du Peuple dépend plus de la sagesse des loix que de la forme sous laquelle elles reçoivent leur sanction, il est clair que plus un Monarque emploiera son autorité à donner de bonnes loix, plus cette autorité sera sacrée, & moins le peuple même aura d'intérêt à regretter une Constitution libre.

On doit éviter dans la réforme des Loix, 1°. tout ce qui peut troubler la tranquillité publique : 2°. tout ce qui produiroit des secousses trop vives dans l'état d'un grand nombre de citoyens : 3°. tout ce qui heurteroit de front des préjugés ou des usages généralement reçus. Quelquefois une loi ne peut produire tout le bien qu'elle promet, ou même ne peut être exécutée tant que l'opinion s'élèvera contre elle ; & il faut alors commencer par changer l'opinion. Les loix qui préparent des changemens neces-

saïres peuvent être différentes pour les différents peuples , parce que ces loix sont faites contre des préjugés , des abus qui n'ont ni la même origine ni les mêmes effets ; mais les loix qui établissent ensuite l'ordre le plus utile à la Société , doivent être les mêmes par-tout , puisqu'elles doivent être fondées sur la nature de l'homme , sur ses droits qui par-tout sont les mêmes.

C'est dans le moment de cette réforme que l'impossibilité de faire des loix rigoureusement justes , réduit les obligations du Législateur à ne faire que des loix dont il résulte une moindre injustice.

Les principes de la Politique extérieure sont sujets aux mêmes modifications. Si les vrais intérêts communs à tous les Peuples sont méconnus par vos voisins , alors la perte d'une puissance qu'ils employoient contre vous , peut être pour vous un avantage réel : alors quoique le maintien de la tranquillité générale soit l'intérêt commun de tous les Peuples , on peut regarder certaines révolutions comme avantageuses. C'est ainsi que la destruction de l'Empire Ottoman feroit un bien réel pour toutes les nations de l'Europe en ouvrant au Commerce des routes nouvelles , en détruisant le Monopole de celui de l'Inde ; & un bien pour l'humanité entière ,

en entraînant l'abolition de l'esclavage des Nègres , & parce que dépouiller un peuple oppresseur ennemi de ses propres sujets, ce n'est point attaquer , mais venger les droits communs de l'Humanité. Ainsi ce qui sembleroit au premier coup-d'œil être une exception aux principes généraux, n'est au contraire qu'un moyen de détruire les obstacles qui empêchent de les adopter dans toute leur intégrité ; & il n'en est ni moins généralement ni moins strictement vrai, qu'il n'existe jamais aucune raison pour la Puissance souveraine de gêner dans les citoyens l'exercice de leurs droits , ni de violer la justice à l'égard des étrangers.

Les Républiques fédératives paroissent à M. Turgot un des meilleurs moyens de concilier la sûreté d'un Etat contre les invasions étrangères, & sa puissance pour se défendre avec la tranquillité intérieure, & enfin d'assurer l'indépendance des Etats qui n'ont pas une vaste étendue. Il croyoit que tous les peuples voisins qui ont la même langue , la même manière de vivre , les mêmes usages , devoient naturellement former ces associations ; & il avoit médité long-temps sur les moyens de donner à ces Liges une consistance solide & durable & de les établir sur des principes fixes. Celles qui existent en Europe

ont été formées au hazard & d'après les circonstances : mais graces aux lumieres & à l'esprit qui regne dans ce siecle, l'Amérique pouvoit se créer un systême de Constitution plus régulier , plus simple , mieux combiné ; & cette espérance avoit engagé M. Turgot à s'occuper avec plus d'intérêt encore de cet objet presque neuf en Politique.

La seule difficulté qui se présente dans ces Constitutions, consiste à trouver les moyens de former une Union que rien ne puisse altérer , & de se procurer dans les affaires extérieures des forces suffisantes qu'on puisse employer avec célérité, sans nuire cependant ni à l'indépendance que chaque République particuliere doit conserver dans son intérieur , & sans que les forces préparées pour leur défense commune puissent jamais être employées contre elles.

Si chaque Etat adoptoit une Législation conforme aux principes du Droit naturel , si par conséquent la liberté du Commerce & de l'Industrie n'étoit gênée ni par des prohibitions ni par des privilèges , ni par des Droits fiscaux , on auroit déjà aplani une grande partie de ces obstacles , & tari les sources de désunion les plus dangereuses.

La maniere de se rendre les hommes accusés
d'un

d'un délit sur un territoire & réfugiés sur un autre deviendrait encore très-simple , si , en se conformant aux mêmes principes , la Loi ne mettoit au nombre des délits que de véritables crimes. Ils seroient les mêmes par-tout , les peines seroient peu différentes ; ainsi aucune raison tirée de l'humanité ou de la justice ne pourroit s'opposer à ce que ces accusés fussent rendus. Mais l'Etat où ils ont cherché un refuge doit offrir une protection à l'innocence opprimée ; l'accusé ne doit donc être rendu que dans le cas où , d'après un examen scrupuleux du crime & des preuves déjà acquises contre lui , un tribunal de l'Etat où il a cherché un azile auroit jugé qu'il est prouvé que l'accusation n'est pas l'ouvrage de la vengeance , de l'intérêt , des préjugés du moment ; & que l'instruction faite contre l'accusé en son absence suffiroit pour prononcer qu'il est coupable , si ses défenses ne pouvoient affoiblir les preuves qui en résultent.

Les disputes sur les limites doivent être décidées avant la confédération ; & le peu d'importance d'attacher un canton de plus ou de moins à chaque République rendroit presque toujours cette décision facile , si le Commerce étoit par-tout également libre , si par-tout les charges pu-

bliques, levées directement sur les terres, ne s'étendoient qu'aux dépenses nécessaires. Il ne resteroit donc que les disputes sur des terrains nouvellement acquis, sur des changemens produits dans le cours des Rivières; & pour ces différends, il seroit facile de convenir d'une Législation d'après laquelle le Conseil suprême de la Confédération décideroit chaque question particuliere, & où, quant aux nouvelles possessions, on laisseroit chaque Propriétaire, ou l'Assemblée des Propriétaires de chaque Canton, libre de s'associer à celui des Etats voisins qui lui paroîtroit mériter la préférence.

Le même Conseil décideroit également les contestations sur le tort que les travaux publics entrepris pour le bien d'un Etat peuvent faire aux Etats voisins.

Les objets qui restent à régler sont, le Droit de faire la Guerre ou la Paix, l'Administration du Militaire & celle de l'Impôt destiné pour être employé à la défense ou à l'avantage commun de la Confédération.

Il paroît d'abord nécessaire que chaque Etat renonce au Droit de faire la Guerre ou la Paix, de former des Traités, & qu'il faut laisser ce Droit en entier au Corps qui représentera la totalité de la Confédération. On peut, pour évi-

ter les inconvéniens de ce Pouvoir , établir : 1^o. Que ce Corps n'aura le Droit de déclarer la Guerre qu'à une grande pluralité de ses membres & seulement dans le cas d'invasion : 2^o. Que dans tout autre cas il faudra nécessairement une pluralité non des voix des membres de ce Conseil , mais des Etats dont les Représentants seront alors obligés de se conformer au vœu de leurs Commettants. Mais les détails de la conduite de la Guerre seroient toujours réglés à la pluralité des voix.

Les Traités doivent par les mêmes raisons être rédigés seulement d'après le vœu de la pluralité des membres , excepté le cas où il s'agiroit de faire le sacrifice d'un territoire appartenant à un des membres de la Confédération ; ce qui ne pourroit avoir lieu que de son consentement ou de l'avis d'une très-grande pluralité des autres Etats.

L'Administration du Militaire présente de beaucoup plus grandes difficultés. En effet on ne peut , sans exposer la liberté commune , mettre l'Armée dans la dépendance du Conseil suprême , ni laisser la liberté à chaque Etat d'en former une suivant sa volonté. Mais on pourroit éviter ces inconvéniens par des précautions très-simples. 1^o. Le Conseil suprême décideroit

des Places fortes qu'il conviendrait d'établir dans chaque Etat aux dépens du Trésor commun ; mais la Garnison de ces Places en temps de paix seroit formée des Milices de l'Etat particulier qui en nommeroit tous les Officiers.

2°. Il n'y auroit de Troupes réglées en temps de paix que ces Milices régulières formées par chaque Etat & destinées à ces Garnisons ; mais dans chaque canton les citoyens en état de porter les armes formeroient des especes de Milices , éliroient leurs Officiers & se rassembleroient librement chaque année pour quelques exercices. Chaque Etat se chargeroit d'établir une ou plusieurs Ecoles de Génie , d'Artillerie & de Tactique , où l'on enseigneroit ces parties de l'Art militaire aux citoyens qui voudroient les apprendre , & où l'on donneroit des encouragemens à ceux qui se distingueroient. Par ce moyen on auroit en grande partie les avantages d'une Armée sur pied sans en avoir les dangers , & au moment de la guerre chaque Etat trouveroit prêts ces Officiers & les Soldats nécessaires pour former son contingent. On pourroit ne lever l'Armée qu'à la Déclaration de guerre , & la licentier au moment de la Paix ; l'état actuel des lumieres permettant de suppléer à des connoissances pratiques dont l'acquisition expose-

roit à quelque danger , par une théorie qui n'en peut avoir aucun. Le soin de former les Arsenaux, tant pour l'Armée de terre que pour la Marine , seroit également remis à chaque Etat, mais d'après la décision de l'Assemblée générale ; enforte que pendant la Paix chaque Etat seroit chargé de l'Administration , & qu'en temps de Guerre au contraire tout dépendroit du Conseil suprême qui , par les moyens déjà exposés , n'ayant le pouvoir de faire la Guerre , hors le cas d'invasion , que par le consentement d'une grande pluralité des Etats particuliers, ne pourroit jamais acquérir une autorité militaire ni longue , ni dangereuse.

Quant à l'Administration des Finances , chaque Etat leveroit l'imposition qui seroit nécessaire à ses dépenses particulières ; & pour les dépenses générales, on les distingueroit en dépenses annuelles & de paix , telles que les frais du Conseil suprême , les dépenses des Affaires étrangères , l'entretien des Places fortes & des Arsenaux , enfin quelques Etablissmens généraux qu'on peut regarder comme utiles à tous. La somme nécessaire à ces dépenses seroit fixée chaque année : on imprimeroit le Tableau de cette dépense ; & l'année d'après , on décideroit d'après ce Tableau , à la pluralité des voix

des Etats & d'après leurs instructions , s'il faut augmenter ou diminuer cette somme , en exigeant , si les Etats sont un peu nombreux , une plus grande pluralité pour augmenter que pour diminuer.

Pour les dépenses pendant la Guerre , on ne peut prendre qu'un de ces quatre partis , ou une Imposition suffisante , ou un Trésor rassemblé d'avance , ou un Papier monnoie , ou des Emprunts.

Le premier de ces moyens est insuffisant dans un grand nombre de circonstances.

Le second a l'inconvénient d'enlever à la circulation des Capitaux qui pourroient être utiles : on ne pourroit y remédier qu'en partie , en prêtant ces fonds à des particuliers , opération qui exposeroit à des pertes & ouvriroit une source d'abus & de désordres.

La ressource de multiplier le Papier monnoie pendant la Guerre , ne peut être sans danger que dans le cas où il seroit retiré successivement à la Paix : or ce moyen produiroit alors précisément le même effet que des Emprunts en annuités ; & on seroit de plus exposé au danger des pertes causées par le manque de confiance , danger plus grand & moins borné que celui de l'augmentation d'intérêt dans les Emprunts. Ces

Emprunts , s'ils sont remboursés par des annuités fixes plus ou moins longues , sont donc le meilleur moyen de pourvoir à des dépenses extraordinaires.

La répartition des impositions entre les Etats est peut-être impossible à faire d'une manière équitable , s'il n'est pas convenu dans la Confédération que sous aucun prétexte il n'y aura d'autre Taxe que celle qui doit être regardée comme la seule juste , une Taxe directe sur le produit net des terres. En effet , chaque Etat contribueroit à raison de ses facultés , qui ne peuvent être alors un secret ; & il suffiroit d'établir un moyen de corriger les défauts de proportion à certaines époques fixes. C'est aux préjugés , qui ont empêché d'établir exclusivement cette forme d'Impôt que sont dûs les troubles qui divisent aujourd'hui l'Angleterre & l'Irlande. On peut attribuer presque uniquement à la même cause & aux mauvaises Loix du Commerce la séparation de l'Angleterre d'avec ses Colonies : car en Politique comme pour les autres Sciences, l'erreur & la vérité , & par conséquent le bien & le mal qui en résultent , se tiennent & s'enchaînent mutuellement ; & un seul principe faux sur une seule partie suffit pour porter dans toutes l'erreur & le désordre.

Il y a , comme nous l'avons déjà observé ; deux manieres de compter les voix dans le Conseil suprême de la Confédération : l'une par la pluralité des Députés , l'autre par celle des Cantons. La premiere doit être adoptée pour tout ce qui demande à la fois de la célérité & de la discussion. Dans les autres cas il faut prendre la pluralité des Cantons , dont les Députés voteront alors suivant le vœu de leurs Commettans. Enfin pour que dans les cas où ces Députés votent d'après leur vœu particulier ils n'abusent point de leur pouvoir , il faut que le Corps chargé de les élire , conserve le droit de les révoquer sans alléguer aucune autre cause que sa volonté , mais en assujettissant cette volonté à des formes , & sur-tout en exigeant une grande pluralité , afin de rendre très-rares ces destitutions , qui affoiblissent le pouvoir & l'union du Corps fédératif. Cette Loi suffiroit en même temps pour enlever à ce Conseil suprême le droit si dangereux de prolonger la Guerre.

Telles étoient les principales vues de M. Turgot sur cet objet ; & on voit combien elles étoient liées avec le reste de ses principes , & combien la Constitution d'un grand Etat Républicain devroit différer peu de celle d'une République fédérative , combien même , aux formes près , des-

tinées à limiter le pouvoir du Conseil suprême, cette Administration se trouveroit rapprochée de celle qui convient à toutes les grandes nations. (Voyez ci-dessus Partie I, pag. 144 & suiv. le projet des Municipalités.)

Mais est-il possible que jamais les hommes se conforment en général à des vues dictées par la saine raison ? Non-seulement M. Turgot l'espéroit , mais il regardoit une perfectibilité indéfinie comme une des qualités distinctives de l'Espece humaine. Les effets de cette perfectibilité toujours croissante , lui paroissent infailibles. L'invention de l'Imprimerie en a sans doute avancé les progrès , & même a rendu impossible toute marche rétrograde ; mais cette invention étoit elle-même une suite de l'usage de la lecture répandu dans un grand nombre de pays. L'Imprimerie , telle qu'elle est en usage , n'est pas le seul moyen de multiplier les copies ; & si celui-ci avoit échappé , il s'en seroit nécessairement présenté d'autres. Cette perfectibilité lui paroist appartenir & au genre humain en général & à chaque individu en particulier. Il croyoit par exemple que les progrès des connoissances physiques , ceux de l'éducation , ceux de la méthode dans les sciences, ou la découverte de méthodes nouvelles , contribueroient à per-

fectionner l'organisation , à rendre les hommes capables de réunir plus d'idées dans leur mémoire & d'en multiplier les combinaisons : il croyoit que leur Sens moral étoit également capable de se perfectionner.

Selon ces principes , toutes les vérités utiles devoient finir un jour par être généralement connues & adoptées par tous les hommes. Toutes les anciennes erreurs devoient s'anéantir peu à peu & être remplacées par des vérités nouvelles. Ce progrès croissant toujours de siècle en siècle , n'a point de terme , ou n'en a qu'un absolument inassignable dans l'état actuel de nos lumières.

Il étoit convaincu que la perfection de l'ordre de la Société en ameneroit nécessairement une non moins grande dans la Morale ; que les hommes deviendroient continuellement meilleurs à mesure qu'ils seroient plus éclairés. Il vouloit donc qu'au lieu de chercher à lier les vertus humaines à des préjugés , à les appuyer sur l'enthousiasme ou sur des principes exagérés , on se bornât à convaincre les hommes par raison , comme par sentiment , que leur intérêt doit les porter à la pratique des vertus douces & paisibles ; que leur bonheur est lié avec celui des autres hommes. Le fanatisme de la Liberté ,

celui du patriotisme, ne lui paroissent pas des vertus ; mais , si ces sentimens étoient sinceres , des erreurs respectables d'ames fortes & élevées qu'il faudroit éclairer & non exalter. Il craignoit toujours que , soumises à un examen sévere & philosophique , ces vertus ne se trouvassent tenir à l'orgueil , au desir de l'emporter sur les autres ; que l'amour de la liberté ne fût celui de la supériorité sur ses concitoyens , l'amour de la patrie , le desir de profiter de sa grandeur ; & il le prouvoit , en observant combien il importoit peu au plus grand nombre ou d'avoir de l'influence sur les affaires publiques ou d'appartenir à une nation dominatrice.

Il ne doutoit pas que chaque siecle , par les progrès de l'Agriculture , ceux des Arts , ceux de toutes les Sciences , n'augmentât pour toute classe d'hommes leurs moyens de jouissance , ne diminuât leurs maux physiques , ne leur apprit à prévenir ou à détourner quelques - uns des fléaux qui les menacent. Les nations tendent à se rapprocher : bientôt tout ce que le sol produit , tout ce que l'industrie a créé dans les différents pays deviendra un bien commun à l'Espece humaine. Tous les peuples doivent finir par reconnoître les mêmes principes , par employer les mêmes connoissances , par se réunir pour

les progrès de la raison & du bonheur commun.

M. Turgot voyoit que les principes fondamentaux de la Législation & ceux de l'Aministration avoient déjà frappé les regards de quelques hommes, en trop petit nombre à la vérité. Il voyoit que l'objet & les droits de la Société, les devoirs des chefs qui la gouvernent, les droits des citoyens qui la composent avoient été fixés. Mais il étoit loin de penser qu'une Législation dirigée d'après ces principes, où cet objet feroit rempli, où ces droits seroient conservés, fût dès-lors parvenue au dernier terme de la perfection. Le temps seul & les progrès des lumieres pouvoient conduire non pas à atteindre ce point, mais à s'en approcher sans cesse. Il espéroit qu'un jour viendrait, où les hommes désabusés du projet fantatistique d'opposer les nations aux nations, des pouvoirs à d'autres pouvoirs, des passions à des passions, des vices à des vices, s'occuperoient à écouter ce que la raison leur dicteroit pour le bonheur de l'humanité. Pourquoi la Politique, fondée comme toutes les autres Sciences sur l'observation & le raisonnement, ne se perfectionneroit-elle pas à mesure que l'on porteroit dans les observations plus de finesse & d'exactitude, dans le raisonnement plus de précision, de profondeur & de justesse ? Oserons-

nous fixer jusqu'où pourroient atteindre en ce genre des esprits fortifiés par une meilleure éducation, exercés de bonne heure à des combinaisons d'idées plus variées & plus étendues, accoutumés à manier des méthodes à la fois plus générales & plus faciles ? Gardons-nous de désespérer du sort de l'Espece humaine. Osons envisager dans l'immensité des siècles qui nous suivront un bonheur & des lumieres dont nous ne pouvons même nous former qu'une idée vague & indéterminée. Comptons sur cette perfectibilité dont la nature nous a doués, sur le pouvoir du génie, dont une longue expérience nous met en droit d'attendre des prodiges, & consolons-nous de ne pas être témoins de ces temps plus heureux par le plaisir de les prévoir, d'en jouir d'avance, & peut-être par la satisfaction plus douce encore d'en avoir accéléré de quelques instans l'époque trop éloignée.

Ainsi loin de croire les lumieres funestes au genre humain, M. Turgot regardoit la faculté de les acquérir comme le seul remede à ses maux, & comme la véritable justification de l'ordre, imparfait à nos yeux, mais tendant toujours à se perfectionner, qu'il observoit dans les choses humaines, dans l'Univers considéré par rapport à nous.

L'Histoire le confirmoit dans son opinion. Sans être ébranlé par les déclamations des adorateurs de tout ce qui est ancien, il jugeoit de son siècle & le croyoit supérieur à tous ceux qui l'ont précédé, en raison, en lumières & même en vertu. *Nos gens corrompus d'aujourd'hui*, disoit il souvent, *auroient été des Capucins il y a cent ans.*

Il regardoit l'amour de la gloire comme un ressort utile ; mais il voyoit plus d'un inconvénient dans ses effets. D'abord si on excepte celle qu'un homme doit à ses ouvrages dans les Lettres, à ses progrès dans la Philosophie, à ses découvertes dans les Sciences & dans les Arts, elle lui paroïssoit presque toujours distribuée au hazard. L'opinion du vulgaire la répand avec injustice, la prodigue à ceux qui savent le séduire, la refuse aux véritables talens & aux vertus réelles. En lisant l'Histoire, M. Turgot voyoit les Historiens, dont la postérité est presque toujours l'Écho fervile, célébrer tantôt des Tyrans, tantôt des Ministres oppresseurs. Quelquefois les monumens nous permettent de démêler la vérité & de rendre une justice tardive ; mais souvent ils nous manquent, ou même l'erreur se perpétue en dépit d'eux, & l'amour d'une fausse gloire fait commettre des injustices aux Conquérans, ou apprend à un Ministre habile

l'art d'acquérir à peu de frais une réputation usurpée. M. Turgot voyoit aussi dans l'amour de la Gloire un obstacle aux progrès de quelques parties des connoissances humaines : il croyoit que l'amour de l'étude & le plaisir de s'occuper avoient eu autant de part aux grandes découvertes que le desir de s'illustrer ; & il voyoit en même temps qu'aussi long-temps que la plupart des hommes travailleroient dans la vue d'obtenir quelque renommée , les recherches qui demandent de longues observations , & où des vérités importantes ne peuvent être que le prix des travaux continués pendant plusieurs générations , feroient nécessairement négligées. Mais dans une Législation plus conforme au vœu de la nature , aux loix de la raison , les hommes employés aux affaires publiques étant en moindre nombre , les grandes fortunes devenant plus difficiles , & le luxe disparoissant par une distribution plus égale des richesses , les occupations de l'esprit , les recherches utiles deviendront une occupation plus générale. On n'aura plus besoin d'être excité pour s'y livrer ni par l'espérance de la gloire , ni par les récompenses littéraires. (*)

(*) M. Turgot pensoit sur les Académies comme sur

C'étoit par ce même principe de la perfectibilité de l'Espece humaine que M. Turgot ne regardoit ni aucun objet d'étude comme assez minutieux pour être négligé, ni aucune spéculation comme inutile.

Tout ce qui pouvoit conduire un jour à la découverte d'une vérité, ou contribuer à former un chaînon dans le Sytème entier des Connoissances humaines, tout ce qui pouvoit un jour être susceptible de quelque application, lui paroissoit mériter d'occuper les hommes. Il regardoit même l'occupation, l'habitude de cultiver son esprit par le travail & par l'étude, comme un bien réel & comme un préservatif contre les vices qui naissent du désœuvrement. Celui qui n'a besoin ni de places, ni de fortune, ni de

tous les établissemens qui ne sont pas nécessaires à l'ordre de la Société. Il ne les croyoit que d'une utilité momentanée. Mais, par exemple, il pensoit que les Académies feroient utiles tant que les encouragemens qu'elles donnent seroient nécessaires aux Sciences ; & sur-tout tant que, les lumieres étant peu répandues, & les préjugés subsistant encore en grand nombre, on auroit besoin de ces Compagnies pour opposer une barriere aux charlatans ; & qu'en même temps elles conserveroient assez de pouvoir sur l'opinion pour que cette barriere fût respectée.

considération

considération pour trouver d'une manière douce la fin de chaque jour , est bien près d'être vertueux ; & M. Turgot étoit convaincu que la nature a mis dans le cœur de tous les hommes les sentimens qui peuvent leur faire aimer la vertu ; & qu'il faut sur-tout travailler à empêcher qu'ils n'aient un intérêt trop grand d'être vicieux.

Avoir exposé les opinions & les principes de M. Turgot, c'est avoir peint son caractère. S'il est rare que dans les hommes le caractère & la conduite soient conformes à leurs principes , c'est que presque jamais ils n'ont réellement les principes qu'ils affectent par hypocrisie ou par vanité ; c'est que leurs principes sont presque toujours des préjugés qu'ils ont reçus , & non des vérités dont ils sentent les preuves ; c'est que leur raison n'est point à eux. Comme M. Turgot au contraire n'avoit adopté aucun principe sans l'avoir analysé , sans être parvenu à en avoir une conviction intime ; tous ses sentimens étoient une suite de ses opinions , toutes ses actions étoient dirigées par sa raison. Dès-lors on voit pourquoi , sévère pour sa Morale , il étoit indulgent sur la conduite des autres qu'il croyoit souvent moins coupables que les Institutions sociales ; pourquoi , de toutes les actions des hommes , celles qui tenoient à l'abus de la force & au mépris

pour la vérité excitoient le plus son indignation, parce qu'il croyoit que la connoissance de la vérité étoit le fondement de leur bonheur, & un sentiment de bienveillance pour les autres la source des vertus ; pourquoi enfin , convaincu que les lumieres répandues dans de bons ouvrages étoient un des plus grands services qu'on pût rendre à la Société , il ne pouvoit pardonner ni à ceux qui par des atteintes à la Liberté d'écrire nuisoient aux progrès des lumieres , ni à ceux qui osoient soutenir dans leurs ouvrages des opinions qu'ils ne pouvoient croire. Les charlatans, quel que fût leur habit & leur masque , lui inspiroient une aversion mêlée de dégoût , parce que tromper les hommes ou leur faire du mal étoit une même chose à ses yeux. Cette conviction forte de l'esprit, si elle s'unit au courage, produit la force de caractère ; & on sent combien elle doit être rare. M. Turgot la possédoit & ne pouvoit s'empêcher de mépriser les hommes qui en étoient privés. Aussi très-indulgent pour ceux qui se livroient ou qui cédoient à leur penchant pour la volupté, devenoit-il inexorable lorsqu'ils mêloient à leurs plaisirs des pratiques religieuses , parce que ce mélange prouvoit ou une pusillanimité honteuse ou une coupable hypocrisie. Sa haine contre les méchans étoit

franche & irréconciliable ; il prétendoit même que les honnêtes gens étoient les seuls qui ne se reconciliaffent jamais , & que les fripons favoient nuire ou se venger , mais ne favoient point haïr. La Satyre , si elle étoit vraie , si elle avoit pour objet le vice & sur-tout des crimes publics , ne lui paroïsoit qu'une action de justice. Il croyoit qu'on pouvoit cacher son nom , parce qu'il ne falloit pas que pour montrer son courage un homme honnête s'exposât à une oppression injuste ; & l'homme le plus vertueux qui peut-être ait jamais existé a fait des vers satyriques.

Il ne pouvoit dissimuler sa haine pour les méchans , son mépris pour la lâcheté ou les bassesses : ces sentimens se peignoient involontairement sur son visage , dans ses regards , dans sa contenance. Ce défaut d'empire sur son extérieur , qui tenoit à la candeur de son ame , contribuoit autant que l'éducation contrainte qu'il avoit reçue à l'espece de timidité & d'embarras qu'il avoit dans le monde. Il étoit parvenu à laisser avancer devant lui un mauvais raisonnement , & même , quoique rarement , de mauvais principes sans les combattre , & à ne plus disputer en faveur de la vérité : mais il n'avoit pu commander le silence à sa physionomie. Comme cette haine pour les méchans n'é-

toit que la fuite de son amour pour l'humanité, elle ne lui a inspiré ni injustice, ni vengeance. Elle n'influoit pas même sur ses jugemens. Il louoit son ennemi le plus acharné d'une chose louable, le défendoit d'une imputation injuste, lui accordoit le mérite ou les qualités qu'il avoit réellement; mais il ne se croyoit pas obligé de trahir la vérité pour faire louer sa grandeur d'ame, ni d'épargner le vice ou le crime, parce qu'il en avoit été la victime.

Son désintéressement étoit celui que donnent un esprit de justice rigoureuse, une appréciation exacte des avantages de la richesse & la véritable élévation de l'ame. Aussi le désintéressement qui tient à la vanité, dont on veut se faire un mérite, n'excitoit que sa compassion ou son mépris. Portant la vertu de l'humanité au plus haut degré, il l'exerçoit avec toute la délicatesse, & si j'ose le dire, avec tout le raffinement dont elle est susceptible. Il devoit être bienfaisant, mais il l'étoit sans ostentation, & il croyoit que cette vertu n'est qu'une foiblesse, à moins qu'en la soumettant à la raison on ne la fasse servir à l'utilité commune. Tous ses sentimens étoient purs, tous ses premiers mouvemens étoient doux ou courageux, & son ame calme, pleine de candeur & de justice, offroit à

ceux qui pouvoient la contempler un spectacle à la fois délicieux & sublime.

Cet accord constant entre sa conduite & ses principes, ses sentimens & sa raison, cette réunion d'une justice inébranlable à la plus douce humanité, des vertus les plus fortes aux qualités les plus aimables, de la sensibilité à la fermeté du caractère, de la justesse d'esprit à la subtilité, de la méthode dans les raisonnemens à la hardiesse dans les idées, d'une analyse fine à des vues vastes, de la profondeur à l'exactitude dans les détails; ce mérite si rare d'avoir tout embrassé dans ses connoissances, & le mérite plus rare encore d'avoir porté dans ce vaste ensemble tant de netteté & de justesse; cette constance inébranlable dans ses opinions sans les exagérer jamais; toutes ces qualités formoient un ensemble unique peut-être dans l'Histoire des hommes, & qui ne pouvoit se montrer que chez une nation paisible & cultivée, que dans un siècle éclairé. Quelques hommes ont exercé de grandes vertus avec plus d'éclat, ont eu des qualités plus brillantes, ont montré dans quelques genres un plus grand génie, mais peut-être jamais aucun homme n'a-t-il offert à l'admiration un tout plus parfait & plus imposant. Il sembloit que sa sagesse & sa force d'ame, en

secondant les dons heureux de la nature , ne lui avoient laissé d'ignorance , de foiblesse & de défauts que ce qu'il est impossible à un Etre borné de n'en pas conserver. C'est dans cette réunion si extraordinaire que l'on doit chercher la cause & du peu de justice qu'on lui a rendu & de la haine qu'il a excitée. L'envie semble s'attacher encore plus à ce qui approche de la perfection qu'à ce qui, en étonnant par la grandeur, lui offre par un mélange de défauts & de vices une consolation dont elle a besoin. On peut se flatter d'éblouir les yeux, d'obtenir le titre d'homme de génie, en combattant ou en flattant avec adresse les préjugés populaires ; on peut espérer de couvrir ses actions du masque d'une vertu exagérée : mais la pratique constante de la vertu simple & sans faste , mais une raison toujours étendue , toujours inébranlable dans la route de la vérité , voilà ce que l'hypocrisie , ce que la charlatanerie désespéreront toujours d'imiter , ce qu'elles doivent tâcher d'étouffer & de détruire.

Pour bien juger M. Turgot , il falloit le connoître tout entier. On pouvoit le trouver froid, & sa raison seule l'avoit préservé d'être un homme très-passionné : on le jugeoit dédaigneux , & jamais homme ne sentit une estime plus profonde

pour les talens & les vertus , & ne mit plus de prix aux efforts de la médiocrité modeste & utilement employée. Il paroissoit minutieux¹, & c'étoit parce qu'il avoit tout embrassé dans de vastes combinaisons , que tout étoit devenu important à ses yeux par des liaisons que lui seul souvent avoit su appercevoir. On le croyoit susceptible de prévention , parce qu'il ne jugeoit que d'après lui-même & que l'opinion commune n'avoit sur lui aucun empire. On lui croyoit de l'orgueil , parce qu'il ne cachoit ni le sentiment de sa force , ni la conviction ferme de ses opinions , & que sentant combien elles étoient liées entre elles , il ne vouloit ni les abandonner dans la conversation , ni en défendre séparément quelque partie isolée. Ces opinions elles-mêmes n'étoient pas connues , il n'existoit en Europe qu'un très-petit nombre d'hommes en état d'en saisir l'ensemble & de les juger ; & comme il ne s'agissoit pas de découvertes isolées sur une seule science , d'ouvrages soumis au public , comment l'opinion entraînée par le préjugé auroit-elle pu le juger avec justice ?

Ainsi l'homme qui n'a fait que du bien , put avoir encore beaucoup d'ennemis , & la réputation d'un citoyen vertueux , intrépide , ayant de l'esprit & des connoissances étendues , étoit au-

près du vulgaire tout ce qu'on accordoit à un des hommes les plus extraordinaires que la nature ait produits , à celui qui peut-être a été le moins éloigné de la perfection à laquelle la nature humaine peut s'élever.

F I N.







